



International Organization for Migration (IOM)  
The UN Migration Agency

## Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)

### République Démocratique du Congo (RDC)

#### RAPPORT NARRATIF SEMESTRIEL PERIODE DU RAPPORT : 1 JUILLET AU 31 DECEMBRE 2023

<b>Titre du Projet :</b> Initiatives pilotes pour appuyer le Programme National du Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation (PDDRCS) dans la réinsertion des ex combattants dans les zones prioritaires de l'Ituri, Nord-Kivu et Sud-Kivu à l'Est de la République Démocratique du Congo	<b>Province :</b> <b>Zone prioritaire PDDRCS :</b> <i>Nord Kivu : Ville et Territoire de Beni</i> <i>Sud Kivu : Territoire d'Uvira et les Hauts plateaux : Chefferie de Bafuliro</i> <i>Ituri : Territoire d'IRUMU en chefferies des : Andisoma, Mobala, Babelbe, Bahema Irumu, Baboa Bokoe)</i> <b>Pilier(s) PDDRCS :</b> Pilier 1 – Résolution des conflits et cohésion sociale ; Pilier 2 – Restauration de l'autorité de l'État et sécurité (Désarmement, Démobilisation et Réinsertion Communautaire);
<b>Entités participantes de l'ONU</b> Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)	<b>Partenaires d'exécution :</b> <i>Nord Kivu : à confirmer</i> <i>Sud Kivu : ONG Kujitegemea Actions RD Congo (KUA) et Unir pour la cohabitation, l'autopromotion et le développement intégré (UCADI)</i> <i>Ituri : Forum des Mamans de l'Ituri (FOMI) ; Appui à la communication interculturelle et à l'autopromotion rurale (ACIAR)</i>
<b>Budget total du Programme (en US\$)</b> Budget pour le partenaire d'exécution : 6.000.000\$ Budget pour l'agent de gestion 8% (PNUNOs) :	<b>Durée du Programme</b> Durée totale : <b>09 mois</b> Date de démarrage : <b>15/03/2023</b> Date de fin : <b>14/06/2024</b>
<b>Contact projet :</b>  <b>Nom :</b> Tim Guemou <b>Adresse :</b> 372 Avenue Colonel Mondjiba – Kinshasa Ngaliema, Bâtiment 58 Concession Utex/Immotex <b>Téléphone :</b> +243 826 773 948 <b>E-mail :</b> <a href="mailto:tguemou@iom.int">tguemou@iom.int</a>	<b>Rapport soumis par</b>  <b>Nom :</b> FABIEN SAMBUSSY <b>Titre :</b> Chef de Mission OIM/RDC <b>Organisation :</b> OIM <b>Adresse e-mail :</b> <a href="mailto:fsambussy@iom.int">fsambussy@iom.int</a>

## **Abréviations**

ACIAR	: Appui à la Communication Interculturelle et à l'Auto-Promotion Rurale
BCNUDH	: Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits de l'Homme
CCP	: Comité de Coordination Provincial
CSH	: Conflict Sensitivity Hub d'International Alert
FCS	: Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
FOMI	: Forum des Mamans de l'Ituri
HIMO	: Haute Intensité de Main d'œuvre
ISSSS	: Stratégie internationale de soutien à la sécurité et la stabilisation pour l'est de la RDC
MONUSCO	: Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo
OIM	: Organisation Internationale pour les Migrations
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OVDA	: Office des Voies et Dessertes Agricoles
PDDRCS	: Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation
PoP	: Plan Opérationnel Provincial
RDC	: République Démocratique du Congo
STAREC	: Programme de stabilisation et de reconstruction des zones sortant des conflits armés
UAS	: Unité d'appui à la Stabilisation de la MONUSCO
AVEC	: Association Villageoise d'Epargne et de Crédit
PEC	: Plan d'Engagement Communautaire
AGR	: Activité Génératrice de Revenus
RTK	: Radio Tangazeni Kristu
THIMO	: Travaux de Haute Intensité de Main d'œuvre

## **Nord Kivu**

➤ *Identification des bénéficiaires, de leurs besoins et de la zone d'ancrage du projet*

Au terme d'une mission mixte (le Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation (PDDRCS), l'Unité d'appui à la Stabilisation de la MONUSCO (UAS) et l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)) organisée dans la région de Bni en septembre 2023 pour évaluer la présence d'ex-combattants et les défis de stabilité, PDDRCS et les bailleurs de fonds ont validé la mise en œuvre du projet dans le Nord Kivu et notamment autour de la ville et territoire de Beni. Cela bénéficiera à 136 ex-combattants, dont six femmes, cantonnés au camp militaire de Mabango.

**Début novembre 2023, 136 ex-combattants ont pu être transférés vers leurs zones de réintégration, 73 personnes sont rentrées volontairement et 63 autres seront retournées jusque fin décembre 2023.**

➤ *Mise en place d'un cadre de suivi du projet et réalisation d'une phase de sensibilisation auprès des publics cible*

**Le 24 novembre 2023, la cérémonie officielle de lancement du projet s'est tenue à Beni. Parallèlement, un comité de coordination a été mis en place pour faciliter la supervision de ce projet pilote P-DDRCS.** Ce comité est composé des autorités politiques et administratives, des unités de la MONUSCO (UAS, DDR, genre, affaires civiles et politiques) et de l'OIM, et est co-présidée par le Chef de la MONUSCO à Beni et le P-DDRCS Béni.

Des visites régulièrement organisées à Mabango ont permis d'échanger sur la logique et les objectifs du projet, d'actualiser la liste des bénéficiaires et de vérifier les informations liées à la zone de retour. **Une équipe conjointe PDDRCS et OIM a effectué une mission en octobre 2023 pour vérifier les informations fournies tout en sensibilisant<sup>1</sup> les communautés d'accueil dans les zones de retour des ex-combattants.**

➤ *Renforcement du dialogue démocratique*

Lors de la mission conjointe OIM-PDDRCS, les communautés ont recommandé l'organisation de dialogues communautaires pour favoriser l'intégration des anciens combattants. Au total, **six dialogues ont été organisés à Beni ville, Cantin, Oicha, Butembo, Lume et Kyondo.** Ils ont réuni les administrations politiques, les autorités coutumières, les leaders communautaires et les représentants des jeunes et des femmes, les membres des groupes armés, les organisations non gouvernementales (ONGs) partenaires de la République Démocratique du Congo (RDC), la société civile, les représentants des services de sécurité soit en tout près de 300 personnes, dont 50 femmes, qui ont participé au dialogue.

**Ces séances ont permis de faire l'état des conflits existants ainsi que les graves tensions communautaires et de créer un sentiment positif d'acceptation entre les participants qui ont noué de nouvelles relations de respect mutuel et de cohésion.** Parallèlement, au cours des séances, les participants ont identifié les infrastructures communautaires (routes de desserte agricole) pour des travaux de reconstruction selon l'approche Haute intensité de main d'œuvre (HIMO), ainsi que quelques petits travaux d'assainissement des espaces publics qui devraient être réalisés par les ex-combattants qui sont en attente d'occupation.

## **Sud Kivu**

➤ *Réalisation des travaux HIMO et accompagnement à l'épargne pour améliorer la résilience économique*

**Une mission d'identification de 555 bénéficiaires des hauts plateaux fut conduite par l'OIM et le PDDRCS sur la période du 27 octobre au 4 novembre 2023.** Grâce à cette identification, une formation de 22 chefs d'équipe sera organisée du 26 au 30 janvier 2024, elle permettra d'assurer la bonne conduite et la supervision des équipes<sup>2</sup> intervenant dans les travaux HIMO. Dans le même temps, les travaux de réhabilitation de la route de déserte agricole sur l'axe RUNINGU – KASHATU (42km) par la méthode HIMO sont en cours depuis le 5 septembre 2023 avec 99 bénéficiaires mêlant communauté et ex-combattants. De manière générale, les enregistrements des bénéficiaires continuent au fur et à mesure que ces derniers identifiés se présentent et demandent à intégrer les travaux HIMO.

<sup>1</sup> Au total, 1 052 personnes ont été sensibilisées, dont 579 femmes.

<sup>2</sup> Chaque équipe sera composée de 20 personnes.

Par ailleurs, conformément aux résolutions du Comité de coordination provincial (CCP) relatives à la prise en charge des besoins additionnels et à la réduction du nombre de bénéficiaires directs à 1000 au lieu de 2000, **un approvisionnement en denrées alimentaires<sup>3</sup> est octroyé chaque mois aux bénéficiaires direct impliqués dans les travaux HIMO.** En complément du versement du salaire journalier (3 USD), une épargne (2 USD) est également mise en place tout au long de l'emploi et sera à disposition des bénéficiaires à la fin du projet. L'épargne et l'accompagnement au lancement d'activités génératrices de revenus (AGR) vise à améliorer la résilience socioéconomique des bénéficiaires. **Une étude de marché sur les chaînes de valeur de la zone du projet a été conduite par le partenaire de mise en œuvre l'ONG KUA** afin de faire ressortir les potentialités de la zone et orienter les bénéficiaires en fin des travaux HIMO dans les domaines d'investissement de leurs épargnes.

➤ *Signature des contrats avec les ONGs partenaires de mise en œuvre et nouvelles activités*

La signature des contrats avec les ONG KUA et UCADI le 9 octobre 2023<sup>4</sup> a permis, en coordination avec les partenaires du P-DDRCS-Uvira (i) la redynamisation et le renforcement des capacités de structures communautaires<sup>5</sup>, (ii) l'accompagnement en matière de planification agricole<sup>6</sup>, (iii) la prévention des conflits et tensions intercommunautaires<sup>7</sup> ou encore (iv) l'amélioration de la réintégration socioéconomique des anciens combattants<sup>8</sup>.

## Ituri

➤ *Avancement des activités liées au HIMO*

La Mission de consultations communautaires de mai 2023 et l'évaluation technique des infrastructures a permis au CCP de statuer sur les critères de sélections des bénéficiaires, les zones (5 chefferies), le budget de chaque infrastructure à construire et leur nombre (9)<sup>9</sup>. Le projet a fait face à quelques difficultés d'identification des ex-combattants bénéficiaires des HIMO (lenteurs processus DDR). Afin de ne pas ralentir le cycle du projet, **le CCP a acté que l'identification des ex-combattants pour participer aux activités HIMO ne saurait constituer un préalable au démarrage du projet.** Afin de pousser les combattants à se rendre et d'adhérer au processus de DDR, l'option d'identification des jeunes à haut risque (ex-combattants auto démobilisés) au sein de la communauté a été validée par le CCP.

**Les travaux HIMO ont pu commencer le 29 août 2023 dans la zone de Bahema Irumu sur les neuf routes/infrastructures retenues et sont entrés dans la phase de finalisation le 7 décembre 2023. Concernant l'épargne salariale, le principe n'a pas été accepté par les bénéficiaires** qui reçoivent la totalité du montant dû par nombre de jour de prestation. **A ce jour, chaque bénéficiaire a pu recevoir environ 100 USD<sup>10</sup>.** Pendant toute la durée des travaux, 21 missions de suivi ont été réalisées dans les cinq chefferies pour permettre de lever tout obstacle et réorienter au besoin des activités. Pour pérenniser les travaux sur les infrastructures réhabilitées par le projet, trois (sur neuf prévus) comités d'entretiens des infrastructures (Chai-Rwampara, Chabusiku-Rwampara, Tshunga-Tsere) ont été mis en place.

➤ *Renforcement du leadership féminin, lutte contre les violences basées sur le genre et promotion des droits des femmes.*

Après un processus transparent de sélection, l'ONG FOMI (Forum des Mamans de l'Ituri) a été retenue comme partenaire de mise en œuvre pour les activités du volet Genre. La première activité réalisée par FOMI dans les

<sup>3</sup> 5kg de farine de maïs, 3kg de haricots, 1kg de sucre en poudre, 2kg de riz, 1/2Kg de sel et 1 litre d'huile.

<sup>4</sup> Contractualisation rendue possible grâce à l'extension sans coûts. Les contrats se terminent le 14 juin 2024.

<sup>5</sup> 10 dialogues communautaires accompagnés, élaboration du plan d'action du comité mixte de concertation dirigé par le chef de la chefferie de Bafuliru, etc.

<sup>6</sup> Atelier d'accompagnement de 80 paysans innovateurs issus des communautés de retour de Runingu et Kigoma. L'atelier portait sur l'élaboration de leur vision d'avenir et la planification annuelles des activités agricoles. Organisation de séances de sensibilisation sur les opportunités de création de coopératives et groupements associatifs.

<sup>7</sup> La sélection des bénéficiaires HIMO ; mise en place de 20 facilitateurs communautaires pour les activités de sociothérapie au sein des communautés de retour, identification et renforcement de capacités de près de 81 femmes leaders pour favoriser leur participation à l'élaboration du plan d'engagement communautaire ou encore sur la rédaction de notes de plaidoyer en faveur de l'appui des femmes. Sensibilisation à la masculinité positive auprès des hommes.

<sup>8</sup> Formation de 10 sensibilisateurs communautaires pour la mise en place et le suivi des Association villageoise d'épargne et de crédit (AVEC), 6 sont constitués à ce jour avec des anciens combattants comme membres. 2 sessions d'expression de tribunes populaires visant à vulgariser le P-DDRCS, avec l'équipe du P-DDRCS réunissant 97 participants à Kigoma et 132 participants à Runingu.

<sup>9</sup> Il s'agit des axes *Tshunga-Tsere*, *Chabusiku-Rwampara*, *Chai-Chabusiku* (en chefferies des Bahema d'Irumu), les axes *Nyakunde-Songolo*, *Centre de Nyakunde* (en chefferies des Andisoma) l'axe *Marabo-Mambesu* (en chefferie des Mobala), l'axe *Shari-Kunda* (en chefferie des Babelébe) et l'axe *Soleniama et Pont Shari-Mwanga* (en chefferie des Babo Bokoe).

<sup>10</sup> Au total, 2000 bénéficiaires validés par le CCP et tous déjà regroupés dans les filières en fonction des résultats d'une étude des marchés conduite par le projet, ont participé à ces travaux de réhabilitation et tous ont été payés 5 USD par personne par jour de prestation. En sommes, 483.175 USD ont été versés aux 2000 bénéficiaires du projet en fonction des jours prestés.

Cinq Chefferies (Andisoma, Mobala, Baboa Bokoe, Bahema d'Irumu et Babelbe) a consisté, à la **sélection des 80 leaders communautaires champions du genre dont 57 Femmes et 23 hommes**. Après l'identification des 80 champions genre, **100 membres des structures à base communautaire composées des leaders féminins communautaires et les champions du genre ont été formés sur la gestion et transformation pacifique des conflits, le genre et la masculinité positive**, la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies (Agenda : Femme, Paix et Sécurité) ainsi que d'autres instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux qui promeuvent l'égalité entre les sexes et la participation des femmes dans le processus de paix à tous les niveaux.

**La masculinité positive et l'espace pour les femmes a augmenté avec la mise en place de plateforme des femmes dans chaque chefferie**. Les membres<sup>11</sup> de la plateforme sont composés des hommes champions qui accompagnent les femmes et sensibilisent ses pairs sur les normes culturelles défavorables à la participation des femmes dans tous les domaines, particulièrement dans le processus de consolidation de la paix. Enfin plusieurs évènements de mobilisation communautaires ont sensibilisé à **l'inclusion des femmes dans les plans d'engagement communautaire et provinciaux**<sup>12</sup>.

➤ *Dialogue démocratique*

L'ONG ACIAR a été sélectionnée comme partenaire de mise en œuvre des activités du volet Dialogue Démocratique dans les cinq chefferies de mise en œuvre du projet.

**Le travail de l'ACIAR a permis d'obtenir l'ancrage du projet au niveau communautaire via les comités locaux, l'appropriation nationale**<sup>13</sup>, ou encore une meilleure cohésion sociale<sup>14</sup>.

### 1.1.1 Aperçu financier

Budget total: 6 000 000 USD

Fonds reçus au cours de la période de rapportage : 6 000 000 USD

Fonds cumulés reçus : 6 000 000 USD (100% budget)

Fonds consommés pendant la période de rapportage : 1 902 42.82 USD (31.7 % du budget total)

Fonds consommés cumulés : 2 245 907.75 USD (37.43 % du budget total)

En bonne voie : oui.

### 1.1.2 Aperçu des progrès vers les résultats attendus

**Objectif Spécifique 1 : Contribuer à la résolution des conflits et à la cohésion sociale dans les zones ciblées**

**Produit 1.1 : Les capacités des communautés d'accueil et des autorités locales sont améliorées pour répondre aux besoins communautaires en matière de cohésion sociale, de résolution des conflits et de réinsertion des ex-combattants et des personnes vulnérables.**

#### Nord Kivu

**Les conditions d'accueil et de retour des ex-combattants s'améliorent grâce aux missions de sensibilisation qui ont touchées près de 1.052 personnes dont 579 femmes.**

Concernant la prévention des conflits par la cohésion sociale, six (6) séances de Dialogues communautaires ont répondu aux besoins exprimés par les familles, chefs locaux etc. touchant presque 300 personnes dont 50 femmes. **Les participants ont éprouvé le sentiment d'acceptation et ont pris l'engagement d'accompagner les activités du projet et promouvoir la cohésion sociale afin d'éviter des nouvelles violences.** Une autre série des dialogues démocratiques seront mises en œuvre dans les communautés de retour des ex-combattants (en cours d'identification) par une organisation partenaire. La procédure de sélection est en cours conformément aux règles et procédures de l'OIM. Une sélection définitive du partenaire sera effective avant la fin de ce mois de décembre 2023.

<sup>11</sup> Ils sont au total de 150 personnes dans l'ensemble des chefferies, dont 90 femmes, soit 60%, et 60 hommes, soit 40%.

<sup>12</sup> Ces campagnes de sensibilisation se sont inscrites dans le cadre de 16 jours d'activisme de lutte contre les violences faites à la femme et la fille.

<sup>13</sup> Un plan d'engagement des autorités qui met l'accent sur le dialogue démocratique et le renforcement de la cohésion sociale dans les cinq chefferies des mises en œuvre du projet.

<sup>14</sup> L'élaboration d'une stratégie de communication sur le retour et la réinsertion/ accueil des anciens combattants auprès des radios communautaires. La résolution de deux conflits intracommunautaires documentés dans les zones de mise en œuvre du projet. Formation de journalistes provinciaux et locaux sur les plans provinciaux du PDDRCS et la sensibilité au conflit. A ce jour près de 32 émissions diffusées.

## **Sud Kivu**

Les activités de dialogue démocratique et de relèvement économique avec un focus genre mises en œuvre par les ONGs partenaires KUA et UCADI ont permis **d'améliorer la résilience socioéconomique des communautés d'accueil et des ex-combattants bénéficiaires du programme**. La mise en place de groupements associatifs agricoles ou villageoises ou encore de facilitateurs communautaires sur la sociothérapie a **boosté la cohésion sociale**. **L'appropriation du projet par les populations a été améliorée** grâce aux ateliers de vulgarisation des objectifs et composantes du projet organisés en collaboration avec l'équipe du PDDRCS.

## **Ituri**

**Les activités de dialogue ont participé à l'amélioration du climat social, et de la prévention des conflits.** À l'instar des deux sessions organisées dans les chefferies des Babelobe et Baboa Bokoe qui ont permis à des milliers de ménages de pouvoir revenir habiter dans leur zone d'origine au sein de la communauté BIRA. Par ailleurs, après l'organisation de ces dialogues de Kunda et Mwanga, **deux conflits ont été résolus et les anciens antagonistes** ont travaillé ensemble pendant les travaux HIMO sur les routes Pont Shari-Kunda et Pont Shari-Mwanga. Depuis lors, le calme règne dans les cités Mwanga et Kunda.

En novembre 2023, 33 membres de Comités locaux de dialogue communautaire<sup>15</sup> ont eu leurs capacités renforcées sur le P-DDRCS et l'approche du projet. À la suite de cette formation 87 pourcent<sup>16</sup> des participants ont amélioré leurs connaissances sur ce qu'est le PDDRCS et la logique du projet.

Des forums d'analyse du POP et Stratégie nationale du P-DDRCS ont permis la production d'un plan d'engagement de mise en œuvre et suivi signé par les autorités. Ces forums qui ont eu lieu du 7 au 8 Novembre 2023 ont réunis 30 personnes dont des autorités locales et autres membres de la société civile durant deux jours dans cinq chefferies et ont permis de dégager le plan d'engagement des autorités pour le soutien de ce programme et des activités du projet précédemment cité.

**Produit 1.2 : Le plan de communication du projet et du processus DDR est formulé et fonctionnel et des campagnes de sensibilisation communautaires ciblées pour une coexistence pacifique sont mises en œuvre.**

## **Nord Kivu**

En novembre 2023, **l'OIM a finalisé le recrutement d'un consultant en communication** qui travaille en collaboration avec la cellule de communication du P-DDRCS à Béni. La collecte des données nécessaires sur le terrain est en cours pour le développement d'une stratégie de communication afin d'informer, communiquer et sensibiliser les communautés ainsi que les parties prenantes sur les ambitions du projet. Aussi, une **évaluation institutionnelle des radios communautaires est en cours** pour un éventuel partenariat. Des termes de référence sont en cours de finalisation pour l'organisation en début du mois de janvier 2024, d'un atelier d'élaboration et de validation du plan de communication ainsi que la formation des journalistes locaux sur les plans opérationnels provinciaux du P-DDRCS, la sensibilité aux conflits et sur la cohésion sociale afin d'améliorer leurs capacités sur la production radiophonique et la production des programmes de sensibilisation.

## **Sud Kivu**

**Le projet pilote au Sud Kivu dispose actuellement d'une stratégie de communication développée par un consultant expert et validée par les acteurs impliqués dans la mise en œuvre des activités.** Des messages de sensibilisation adaptés aux besoins locaux ainsi que les outils de communication à utiliser pour un impact positif du projet sur la zone d'intervention sont développés dans cette stratégie de communication en concert avec les acteurs du P-DDRCS et les représentants des communautés de la zone du projet. En plus, des **activités de renforcement de capacité de 60 journalistes des médias locaux et 30 journalistes des médias provinciaux** ont été conduites sur la période d'août à septembre 2023 afin de faciliter la transmission des messages de sensibilisation et d'acceptance et la conduite des émissions radiophoniques à large couverture sur la cohabitation pacifique entre les communautés. Les radios locales permettront la vulgarisation de la stratégie de communication et une sensibilisation à plus grande échelle.

## **Ituri**

<sup>15</sup> Dont 12 femmes et 21 hommes.

<sup>16</sup> Des pré test et post test ont été effectués pour cette formation auprès des bénéficiaires. Les pré test ont montré que 33% des participants manquaient d'informations sur le PDDRCS.

**Grâce à la diffusion du plan de communication du projet élaboré en octobre 2023, une amélioration se constate dans la compréhension de l'importance de la réinsertion des ex-combattants et des actions pacifistes par les acteurs et parties prenantes.** En témoigne l'adoption de messages<sup>17</sup> de cohabitation pacifique par le CCP et leur diffusion sur les radios communautaires<sup>18</sup> ou encore les **retombées positives de cohésion sociale**<sup>19</sup> dans les chefferies des Andisoma, Mobala, Babelebe, Bahema Irumu et Baboa Bokoe. Par ailleurs, cette stratégie de communication permet de lever toute confusion ou mauvaise interprétation sur le projet et ses objectifs selon les parties prenantes du projet<sup>20</sup>.

### **Produit 1.3 : Les leaders et les organisations féminines ont la capacité d'agir comme agents de la paix et de changement social.**

#### **Nord Kivu**

Les activités d'intégration des questions de genre seront mises en œuvre par une organisation partenaire. La procédure de sélection du partenaire de mise en œuvre de cette composante sera lancée en janvier 2024. Cette sélection sera axée sur les règles et procédures de l'OIM en matière de contractualisation des organisations partenaires.

#### **Sud Kivu**

Sur la période d'octobre à décembre 2023, l'ONG UCADI a organisé six rencontres communautaires à Ruingu et Kigoma à l'issue desquelles **81 femmes leaders ont été identifiées et leurs capacités renforcées afin de contribuer au développement d'un plan d'engagement communautaire** facilité par un consultant juridique. Vingt hommes issus des deux groupements ont été associés afin de faciliter l'appropriation du plan d'engagement communautaire (PEC) des femmes et contribuer à la masculinité positive. Aussi, une formation de suivi et d'élaboration des notes de plaidoyer pour l'accompagnement des 81 femmes leaders a eu lieu à Sange.

#### **Ituri**

Après un processus transparent de sélection d'un partenaire de mise en œuvre, l'ONG FOMI (Forum des Mamans de l'Ituri) a été retenue pour mettre en œuvre les activités du volet Genre. La première activité réalisée par FOMI dans les cinq Chefferies (Andisoma, Mobala, Baboa Bokoe, Bahema d'Irumu et Babelebe) a consisté à la sélection des 80 femmes leaders féminins communautaires et champions du genre dont 57 Femmes, soit 71,25% et 23 hommes, soit 28,75%. En supplément, cinq plateformes de femmes et de masculinité positive ont été constituées en raison d'une plateforme dans chaque chefferie. Depuis, une dynamique positive de promotion de la culture de la prévention et de la transformation pacifique des conflits communautaires entre les femmes leaders, les champions du genre, les jeunes (filles et garçons) et les autorités locales s'est installée. **L'inclusion des femmes dans les plans stratégiques provinciaux s'est améliorée à l'image du développement d'un plan d'engagement en faveur du genre avec les messages clés et les priorités des femmes dans la mise en œuvre et le suivi du plan opérationnel provincial et des activités du projet.**

Enfin, lors de la mission de suivi organisée en décembre 2023, les **bénéficiaires de cette formation ont expliqué qu'ils connaissent à présent les processus de gestion et transformation pacifique des conflits et notamment le rôle des femmes, la notion de genre et la masculinité positive.** L'un des participants à la formation à Nyakunde, déclare ceci : *« Je pense qu'il est temps pour nous les leaders communautaires d'utiliser les notions apprises afin de mener des médiations des conflits locaux qui menacent la paix et la cohésion sociale au sein de nos communautés. Je viens d'être outillé sur la compréhension des conflits, les causes des conflits, les acteurs directs et indirects des conflits ainsi sur un outil très important de l'analyse des conflits afin d'identifier les causes profondes des conflits sans oublier les mécanismes de résolution pacifique des conflits ».*

<sup>17</sup> Résultat d'une formation de 43 journalistes provinciaux et locaux (dont 10 femmes) sur les plans opérationnels provinciaux du P-DDRCS, la sensibilité aux conflits et sur le développement.

<sup>18</sup> Radio de Nyakunde, RTK, Candipe notamment.

<sup>19</sup> 200 bénéficiaires du projet en chefferie des Andisoma et Mobala ont confirmé avoir écouté 2 émissions radiophoniques qui les appellent à : « Déposez les armes, se démobiliser et réintégrer leur communauté ». Pour les auditeurs de ces émissions, le dépôt des armes et la démobilisation constituent des gestes patriotiques et pacifiques. Par ailleurs, les sensibilisations via les émissions radiophoniques ont permis de renforcer la cohésion sociale au sein de la communauté Bira mais aussi entre cette communauté et les communautés Ngiti et Hema. Depuis la diffusion de ces messages, les membres des trois communautés se fréquentent contrairement à la période d'avant-projet où les membres de la communauté Ngiti de la zone TULABO ne voulaient pas arriver à Nyakunde par peur de vengeances.

<sup>20</sup> Pendant la mission d'évaluation effectuée en décembre 2023 par les équipes de l'OIM et du P-DDRCS, les parties prenantes du projet notamment les ex-combattants, les femmes, les jeunes, les membres de la communauté d'accueil, les autorités locales et coutumières, la société civile et les leaders communautaires ont montré qu'ils reçoivent des informations précises sur ce programme de réinsertion à travers les messages radios et les sensibilisations faites par OIM.

**Résultat Spécifique 2 : Contribuer à la restauration de l'autorité de l'Etat dans les zones affectées par les conflits, et à l'amélioration de l'environnement sécuritaire (Réinsertion Communautaire)**

**Produit 2.1 : Les informations nécessaires à la réinsertion et à la réintégration des ex-combattants dans les zones prioritaires sont disponibles et connus par les acteurs gouvernementaux et les parties prenantes.**

Par ailleurs, un contrat de partenariat couvrant les trois provinces pendant toute la durée du projet a été signé avec l'ONG internationale *Alert International* pour développer la stratégie de sensibilité au conflit et soutenir les activités de réintégration. Des séances de renforcement de capacités seront conduites avec des points focaux de l'OIM et les autorités nationales sur la sensibilité aux conflits. Ce partenaire a partagé son chronogramme d'activité et l'OIM facilite l'identification des points focaux pour le renforcement de capacité des acteurs en sensibilité aux conflits.

**Nord Kivu**

Du 20 octobre au 2 novembre 2023, le Centre d'Expertise en Sensibilité aux Conflits (Conflict Sensitivity Hub/CSH) d'Alert International a accompagné l'OIM et le P-DDRCS de Béni lors des **séances de dialogue organisées dans les localités cibles afin d'apporter des conseils et orientations pour que l'ensemble de ces activités soient sensibles aux conflits**. Ceci afin de permettre non seulement de minimiser les risques que le projet exacerbe les conflits mais aussi de maximiser ou créer des opportunités de paix. Il est prévu également que le CSH renforce dans les prochains jours les capacités des points focaux de l'OIM, du P-DDRCS et des autorités locales sur la sensibilité aux conflits.

**Sud Kivu**

L'OIM à travers son partenaire RADPI a organisé **une enquête sur l'indice de stabilité conduisant à évaluer les structures socio de base existante**. Cette enquête a été organisée sur la période d'octobre à novembre 2023 dans 338 villages répartis dans 176 aires de santé et 12 zones de santé pour les trois territoires ciblés (Uvira, Fizi et Kalehe). Aussi, une formation de 43 enquêteurs sur trois jours est conduite en amont de la collecte des données.

Le partenaire Alert International conduira une formation sur la prise en compte de la sensibilité aux conflits dans les zones d'intervention. Un consultant expert<sup>21</sup> envoyé par Alert a facilité une formation sur l'analyse et la compréhension des dynamiques de conflits locaux, la sensibilité aux conflits, l'identification des risques des activités du programme d'envenimer les conflits et les opportunités de contribuer à la paix. Quinze points focaux issus des membres du P-DDRCS provincial à Bukavu ont été renforcés sur la période du 9 au 11 octobre. Les leaders communautaires locaux et l'organisation de la société civile d'Uvira ont également bénéficié de ce renforcement de capacités sur la période du 13 au 14 octobre 2023.

**Ituri**

**Une étude des marchés réalisée** en chefferies des Andisoma, Mobala, Bahema Irumu, Babelbe, Baboa Bokoe a identifié les filières permettant de mettre en place les conditions pour une réinsertion réussie à savoir : agriculture, élevage, commerce, menuiserie, transport/taxi, coup-couture, informatique/bureautique, coiffure-esthétique, pâtisseries-boulangers, maçonnerie, vente carburant, vente unités. Cependant, **de toutes ces filières, celles recommandées restent le développement du secteur agricole** dans les cinq chefferies. Les cultures de manioc, maïs et haricot restent rentable pour les jeunes bénéficiaires. Néanmoins, l'appui à la chaîne de valeur (transformation) est capital. **Les résultats de cette étude de marchés ont permis de regrouper 2000 bénéficiaires dans différentes filières qu'ils ont eux-mêmes choisis.**

Une formation sur la sensibilité a permis aux partenaires de disposer d'outils d'analyse leur permettant d'être attentifs sur les sujets suivants : la sensibilité aux conflits, le DO NO HARM, l'analyse des conflits, le conflit, la violence et la paix, la programmation sensible aux conflits.

**Produit 2.2 : Les ex-combattants sont réinsérés dans leur zone de retour en collaboration et en coordination avec les autorités locales et les structures citoyennes.**

**Nord Kivu**

**Le Screening de 136 ex-combattants identifiés par le P-DDRCS a été réalisé au mois d'octobre 2023 par le Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits de l'Homme (BCNUDH) conformément aux exigences du document du projet.** Le rapport du screening a révélé qu'aucun cas de crime contre l'humanité n'a été enregistré. Cela avait permis d'initier en début novembre 2023, le processus de retour de 136 ex-combattants. **À ce jour, 73 ex-combattants sont retournés dans leurs zones de réinsertion en**

<sup>21</sup> En renforcement de capacité sur les principes de la prise en compte de la sensibilité aux conflits

collaboration et en coordination avec les autorités politico administratives, coutumières, militaires et la société civile. Le processus se poursuit pour les 63 restants jusqu'à la fin du mois de décembre 2023. Une descente dans quelques communautés a été organisée en début du mois de décembre 2023 pour s'imprégner de la façon dont les ex-combattants s'adaptent et l'impression des communautés sur ces derniers. Il a été remarqué que ce retour dans la communauté est un motif de satisfaction pour les populations et pour les ex-combattants qui, désormais vont être utiles dans plusieurs domaines et cela dans un climat serein. Le CCP avait défini et validé les critères de sélection des bénéficiaires communautaires et une mission de mise en œuvre du processus de sélection vient d'être achevée. La liste sera partagée au CCP pour sa validation prochainement.

### **Sud Kivu**

Le projet accompagne 69 ex-combattants dans les travaux HIMO au Sud Kivu. 65 de ces ex-combattants proviennent de la liste<sup>22</sup> dressée par le P-DDRCS Sud Kivu et quatre de la base de données DDR/RR-CVR de la MONUSCO. Ces bénéficiaires sont composés de 68 hommes et une femme. **Des activités de sensibilisation et d'acceptance de ces ex-combattants sont en cours de mise en œuvre par les deux ONG partenaires (KUA et UCADI).**

### **Ituri**

Les échanges d'informations avec 2150 personnes dont 972 femmes dans les chefferies des Andisoma, Mobala, Bahema Irumu, Babelbe, Baboa Bokoe ont permis d'obtenir cinq actes d'engagement des bénéficiaires sur les modalités de paiement après leur prestation des travaux HIMO. 32 bénéficiaires ont été formés et soutenus pour la réalisation de sessions d'éducation à l'acceptation des 891 ex-combattants. Le soutien à ces bénéficiaires a permis la réintégration apaisée des ex combattants auto démobilisés au sein de la communauté car aucun règlement des comptes ni poursuites n'a été engagé au cours de la réalisation du projet.

## **Produit 2.3 : La résilience socio-économique des communautés et l'accès aux services sociaux de base sont améliorés à travers la réhabilitation d'infrastructures communautaires prioritaires.**

### **Nord Kivu**

**Des infrastructures communautaires à réhabiliter (route de desserte agricole) ont été proposées lors des dialogues démocratiques.** C'est ainsi que du 20 au 27 novembre 2023, l'OIM avait dépêché un ingénieur pour évaluer un premier lot d'infrastructures sur l'axe Cantine et Beni ville. Il s'agit des axes routiers suivants : (1) *Kyatsaba-Kithokolo, long de 25 Km* ; (2) *Mabalako-Ngazi, long de 16 Km* ; (3) *Sayo-Toda (30 Km)* ; (4) *Supa/Kalau-Kalingate, long de 18 Km*.

Cependant, le rapport de cette mission d'évaluation technique a été présenté **au CCP qui a procédé à la validation de deux infrastructures à réhabiliter en raison d'une infrastructure par localité** et selon le nombre disponible des bénéficiaires ainsi que de la disponibilité budgétaire. Il s'agit de : (1) *5 km de l'axe routier Mabalako – Ngazi en localité de Mangina/Cantine* ; (2) *8 km de l'axe routier Sayo-Toda dans les environs de Beni ville*.

Ce choix du CCP de limiter le nombre de kilomètres par localité a été fait dans le souci que chaque bénéficiaire participe aux travaux dans sa propre localité au lieu de les regrouper dans un camp de travailleurs loin de leurs communautés respectives.

**Une seconde mission d'évaluation technique et financière est prévue en début du mois de janvier 2024** sur les axes routiers suivants : (1) *Mbau-Mandumbi, long de 18 km à Oicha* ; (2) *Murambi-Vundekana, long de 5 km à Lumé* ; (3) *Kilaume-Mutendero, long de 1.5 km à Kyondo et enfin (4) Byase-Butuhe, long de 10 km à Butembo*. Le résultat de l'évaluation de ce deuxième lot d'infrastructure sera également soumis à l'analyse du CCP pour lui permettre de décider du nombre de kilomètres à considérer selon le nombre des bénéficiaires en lien avec la disponibilité budgétaire.

En plus des infrastructures routières, quelques travaux légers ont également été identifiés pour occuper les ex-combattants déjà retournés dans leurs communautés en attendant le démarrage des grands travaux HIMO. Il s'agit des travaux d'assainissements des espaces publics (marché, parking, stade, ...) dans les six localités cibles.

### **Sud Kivu**

<sup>22</sup> Ces ex-combattants se sont rendus d'eux-mêmes auprès du PDDRCS pour bénéficier du programme de réinsertion. Ils font partie d'une liste particulière dite « liste des rendus ».

Les travaux de réhabilitation par la méthode HIMO ont atteints le village de Bulindwe situé à 30km de Rungu dans les hauts plateaux. Ils sont conduits actuellement par 609 bénéficiaires directs composés de la communauté et des ex-combattants parmi lesquels plus de 200 bénéficiaires ont atteints entre 70 à 75 jours de travail. Les données statistiques de ces bénéficiaires directs mentionnent la présence effective de 69 ex-combattants et de 540 membres de la communauté. La répartition en genre sur l'effectif global des 609 bénéficiaires directs se présente avec un total de 398 hommes soit 65% et 211 femmes soit 35%.

### Ituri

**Le CCP a validé cinq (5) chefferies (Andisoma, Mobala, Babelbe, Bahema Irumu et Babao Bokoe) ainsi que la liste de neuf infrastructures à réhabiliter** avec 2000 bénéficiaires du projet où seront mises en œuvre les activités. Cette validation des zones cibles, infrastructures à réhabiliter et du nombre des bénéficiaires du projet a permis le début des activités HIMO depuis le 28 août jusqu'au 7 décembre 2023.

**Actuellement et contrairement au début du projet où les communautés Ngiti, Hema, Lendu et Bira ne se fréquentaient pas, les routes réhabilitées sont fréquentées par toutes ces communautés.** Dans une mission réalisée par l'OIM en novembre 2023 dans la zone de Mwangi, les bénéficiaires ont déclaré que grâce aux travaux HIMO dans les entités Bira, les membres des communautés Lendu et Hema fréquentent la route en cours de réhabilitation sur l'axe Pont Shari-Mwangi.

Les bénéficiaires ex-combattants de la zone de Mwangi ont poursuivi leur témoignage en disant que le projet d'OIM avait commencé par organiser un dialogue intra communauté à Mwangi pour la cohésion sociale au sein des membres de leur communauté. Pour eux, le centre de MWANGI était le théâtre d'affrontement sanglant qui a connu la participation des miliciens de la communauté Lendu (CODECO) venus en appui à l'une des deux ailes de la communauté Bira qui s'affrontaient dans le centre de Mwangi. Après la réhabilitation de ce tronçon routier par les ex-combattants avec l'appui de l'OIM, les sujets Lendu qui ne pouvaient passer par cette route pour aller à Bunia y passent sans être inquiétés.

**La réhabilitation de ce tronçon routier a permis aussi le retour à Mwangi à des centaines des ménages qui avaient fui les affrontements vers Bunia.**

Au cours des 21 missions de suivi des travaux HIMO sur les axes routiers suivants en cours de réhabilitation (*Tshunga-Tsere, Chabusiku-Rwampara, Chai-Chabusiku* toutes en chefferies des Bahema d'Irumu, *Nyakunde-Songolo, Centre de Nyakunde* en chefferies des Andisoma, *Marabo-Mambesu* en chefferie des Mobala, *Shari-Kunda* en chefferie des Babelbe, *Soleniama et Pont Shari-Mwangi* en chefferie des Baboa Bokoe) **les populations rencontrées ont déclaré que l'économie des bénéficiaires a été renforcée car ces derniers (bénéficiaires) ont amélioré leur pouvoir d'achat.**

Le transfert monétaire effectué en faveur des bénéficiaires ex-combattant a permis le retour de la paix car depuis que ces bénéficiaires sont encadrés dans les THIMO, aucun incident de protection causé par un ancien milicien n'a été rapporté dans la zone. **Au total, 483 175 USD ont été transférés à 2000 bénéficiaires directs pendant que 59 chefs d'équipes (80% ex-combattants qui ont été identifiés de la même manière que les bénéficiaires) ont reçu 14 245USD.**

**Pour pérenniser les travaux sur les infrastructures réhabilitées par le projet, trois (sur neuf prévus) comités d'entretiens des infrastructures (Chai-Rwampara, Chabusiku-Rwampara, Tshunga-Tsere) ont été mis en place.** Les 2000 bénéficiaires sont maintenant regroupés dans les filières en fonction des résultats d'une étude des marchés conduite par le projet pour la pérennisation des fonds octroyés.

## 1.2 Progrès de la mise en œuvre

### 1.2.1 Exécution du Plan de travail et du budget

**Objectif Spécifique 1 : Contribuer à la résolution des conflits et à la cohésion sociale dans les zones ciblées**

**Produit 1.1 : Les capacités des communautés d'accueil et des autorités locales sont améliorées pour répondre aux besoins communautaires en matière de cohésion sociale, la résolution des conflits et la réintégration des ex-combattants et des personnes vulnérables**

**La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?**

#### Nord Kivu

Le plan de travail est en bonne voie bien que la procédure de sélection du partenaire de mise en œuvre de la composante Dialogue démocratique a été initialement retardée à la suite des défis politiques et sécuritaire.

Le processus de contractualisation est en cours dans la zone de Béni conformément aux règles et procédures de l'OIM et la sélection définitive sera réalisée avant la fin de ce mois de décembre 2023. **Le déploiement des premières activités liées au dialogue démocratique sera effectif au mois de janvier 2024.** Cependant, une série de six dialogues démocratiques ont été mise en œuvre en coordination avec le P-DDRCS et la MONUSCO afin de résoudre à l'amiable les conflits ainsi que les tensions communautaires importantes existants dans les zones de retour.

### **Sud Kivu**

Les deux partenaires de mise en œuvre ONG KUA (Kujitegemea Actions Rd-Congo) et UCADI (Unir pour la Cohabitation, l'Autopromotion et le Développement Intégré) ont signé leurs contrats avec l'OIM sur la période du 9 octobre 2023 au 29 février 2024. Des activités sont conduites par ces dernières sur la période d'octobre à décembre 2023. C'est ainsi que l'ONG KUA a conduit des activités de redynamisation et de renforcement de 10 structures communautaires de dialogue; 80 paysans issus des communautés de retour ont été accompagnés dans l'élaboration de leur vision d'avenir mais également dans la planification annuelle des activités agricoles à travers l'approche PIP ; 20 facilitateurs communautaires sont identifiés et renforcés pour la mise en œuvre des activités d'information, de sensibilisation et de sociothérapie à l'endroit des communautés d'accueil mais également à l'endroit des bénéficiaires directs des HIMO ; deux tribunes d'expression populaires regroupant 229 participants dans les deux groupements de Runingu et Kigoma ; une étude de marché sur les potentiels chaînes de valeur de la zone du projet. L'ONG UCADI a organisé six rencontres communautaires à Runingu et Kigoma ; mise en place d'un plan d'engagement communautaire (PEC) facilité par un consultant juridique. Une formation de suivi et d'élaboration des notes de plaidoyer pour l'accompagnement des 81 femmes leaders à Sangé.

### **Ituri**

Les partenaires de mise en œuvre FOMI et ACIAR n'ont pas fini les activités dans le délai de leurs contrats faute de moyens financiers. Toutefois, un délai de deux mois a été accordé à ces deux partenaires pour terminer les activités soit au plus tard le 29 février 2024. La validation de l'extension du projet offrira une opportunité de finaliser ces composantes dans les délais impartis.

### **La consommation du budget est-elle en bonne voie ?**

**Nord Kivu :** La consommation du budget est en bonne voie avec le décaissement de 60% du budget partenaires décaissé. Cela a permis l'organisation de six séances de dialogue communautaires dans les six localités cibles du projet (Beni ville, Cantine, Oicha, Butembo, Lumé et Kyondo) qui a réuni environ 300 personnes.

**Sud Kivu :** La consommation du budget a accusé un retard en raison du démarrage tardif des activités des partenaires de mise. Une prolongation sans coûts de deux mois a été accordé au partenaire ONG KUA afin d'atteindre les résultats escomptés.

**Ituri :** La consommation du budget est sur la bonne voie.

### **Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?**

**Nord Kivu :** Cinquante femmes ont été impliquées dans 6 séances de dialogue communautaire dans les six localités cibles du projet. Elles ont participé activement aux travaux en carrefours et leurs avis ont été pris en compte dans le choix des infrastructures à réhabiliter.

**Sud Kivu :** Le CCP a proposé et validé l'inclusion de 30% de femmes parmi les bénéficiaires directs du projet. Cette résolution est prise en compte dans toutes les activités conduites par les partenaires de mise en œuvre pour la participation des femmes.

**Ituri :** Pour chaque activité, un pourcentage dédié au genre a été maintenue. Les thèmes qui renforcent le genre ont été développés au cours de chaque activité.

### **Produit 1.2 : Le plan de communication du projet et du processus DDR est formulé et fonctionnel et des campagnes de sensibilisation communautaires ciblées pour une coexistence pacifique sont mises en œuvre.**

### **La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?**

#### **Nord Kivu**

Le plan de travail est en bonne voie car l'OIM a recruté un expert consultant en communication qui a commencé la collecte des données nécessaires sur terrain pour le développement de la stratégie de communication. Une évaluation institutionnelle des radios communautaires est en cours de réalisation pour un éventuel partenariat. Un atelier de finalisation et de validation de la stratégie de communication est prévu au mois de janvier 2024 ainsi que la formation des journalistes locaux sur des questions en lien avec la

sensibilité aux conflits et la cohésion sociale afin d'améliorer leurs capacités sur la production radiophonique et la production des programmes de sensibilisation.

**Sud Kivu :**

Le consultant expert en communication a été recruté sur la période d'août à octobre 2023 pour le développement d'une stratégie de communication et sa validation par les acteurs du PDDRCS provincial impliqués dans la mise en œuvre des activités. Des messages de sensibilisation adaptés aux besoins locaux ainsi que les outils de communication pour un impact positif sont développés. Soixante journalistes des médias locaux et 30 journalistes des médias provinciaux sont renforcés afin de faciliter la transmission des messages de sensibilisations et d'acceptance mais également de faciliter la conduite des émissions radiophoniques à large couverture pour une meilleure cohabitation pacifique entre les communautés.

**Ituri :**

La stratégie de communication est validée, les outils produits et les messages produits en collaboration avec les parties prenantes ont déjà enregistré deux diffusions.

**La consommation du budget est-elle en bonne voie ?**

**Nord Kivu :** La consommation du budget accuse un retard en raison du démarrage tardif des activités en lien avec la stratégie de communication mais est en cours d'être rattrapé.

**Sud Kivu :** La consommation du budget prévu pour cette activité est en bonne voie. Cependant, des contrats avec les radios locales pour une large diffusion des activités de sensibilisation et de cohabitation pacifique sont en cours de signature.

**Ituri :** La consommation du budget est sur la bonne voie.

**Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?**

**Nord Kivu :** Les femmes sont impliquées dans des focus group de collecte des données organisés sur le terrain par le consultant expert en communication. Les femmes journalistes des radios communautaires sont également consultées pour leurs implications et participations à l'atelier de finalisation et de validation de la stratégie de communication ainsi que la formation des journalistes locaux prévus en janvier 2024.

**Sud Kivu :** L'intégration du genre dans les activités de communication montre une répartition de 30% de femmes et de 70% d'hommes dans les activités menés par le consultant expert en communication.

**Ituri :** Pendant la réalisation de chaque activité, les thématiques qui renforcent le genre ont été développées mais aussi une budgétisation de 30% en faveur de la femme a été appliquée.

**Produit 1.3 : Les leaders et les organisations féminines ont la capacité d'agir comme agents de la paix et de changement social.**

**La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?**

**Nord Kivu :**

Les activités sont légèrement en retard pour ce qui est du Nord-Kivu. En raison des défis politiques et sécuritaires, le processus de sélection du partenaire de mise en œuvre de la composante Genre a été initialement suspendu et actuellement retardé en attendant la validation de l'extension sans coûts du projet. Le lancement du processus de sélection d'un partenaire est prévu en janvier 2024 et le déploiement des premières activités liées au genre est envisagé pour le prochain semestre. Néanmoins, un certain nombre d'activités été réalisés. En occurrence :

- La mission technique pour prise de contact avec les parties prenantes à la mise en œuvre du projet pilote PDDRCS Nord Kivu.
  - Des visites de sensibilisation en faveur des Ex-combattants au Camp MAMBANGO (dont 6 femmes) à Beni autour de leur réinsertion dans les communautés cibles
  - La sensibilisation des chefs locaux et communautés sur le retour des ex-combattants. Au total, 1.052 personnes sensibilisées dont 579 femmes
- L'organisation de 6 Dialogues communautaires. Environ, 300 personnes dont 50 femmes ont été invitées à ces dialogues dans 6 localités à savoir Beni ville, Cantine, Oicha, Mutwanga, Butembo et Kyondo.
- La facilitation du Retour de 136 Ex-combattants (dont 6 femmes) dans leurs zones de réinsertion en ville et territoire de Beni.
- L'organisation de la Cérémonie de lancement officiel et mise en place du comité de coordination du Projet en ville et territoire de Beni;
- L'identification et sélection de 146 bénéficiaires communautaires dont 41 femmes
  - L'analyse technique de faisabilité des routes de desserte agricole ;

- L'organisation des Séances de sensibilisation et de collecte des données auprès des femmes journalistes en prévision de l'atelier de développement de la stratégie de communication du projet.
- 

**Sud Kivu :**

L'OIM est à 60% de taux de mise en œuvre conformément au plan de travail défini avec le partenaire. L'ONG UCADI a organisé six rencontres communautaires à Runingu et Kigoma, mise en place d'un plan d'engagement communautaire (PEC) facilité par un consultant juridique, une formation de suivi et d'élaboration des notes de plaidoyer pour l'accompagnement des 81 femmes leaders à Sangé.

**Ituri :**

Oui, et le partenaire de mise en œuvre FOMI travaille en collaboration avec les parties prenantes pour la conduite des activités conformément à l'extension sans coût accordée au projet.

**La consommation du budget est-elle en bonne voie ?**

**Nord Kivu.** Aucune dépense n'a pu être effectuée à ce jour en raison du retard enregistré.

**Sud Kivu :** La consommation du budget a accusé un retard en raison du démarrage tardif des activités des partenaires de mise. Une prolongation sans coûts de deux mois a été accordé au partenaire ONG UCADI afin d'atteindre les résultats escomptés.

**Ituri :** La consommation du budget est sur la bonne voie

**Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?**

**Nord Kivu :** Les activités ayant un focus genre commenceront en janvier 2024.

**Sud Kivu :** L'ONG UCADI a été contractée pour la mise en œuvre des activités de la prise en compte du genre dans les interventions du projet. C'est ainsi que 81 femmes leaders ont été sélectionnés à travers les consultations communautaires avec les structures féminines de la zone et 20 hommes sont également pris en compte afin de faciliter la compréhension de la masculinité positive dans les activités du genre.

**Ituri :** Une sélection des leaders féminins communautaires et des champions du genre ainsi qu'une formation<sup>23</sup> sur le rôle des femmes dans la gestion et la transformation des conflits a été réalisée. Dans les cinq chefferies de mise en œuvre du projet, la mise en place de cinq plateformes de femme et de masculinité positive a permis un mouvement de transformation pacifique de conflit. FOMI a par ailleurs soutenu cinq événements de mobilisation communautaire axés sur le genre ce qui a permis une forte sensibilisation des messages et des priorités élaborés dans le cadre du plan local d'engagement en faveur du genre. Enfin, le soutien des leaders aux femmes, aux champions du genre et aux structures féminines locales a permis le développement d'un plan d'engagement en faveur du genre.

**Objectif Spécifique 2 : Contribuer à la restauration de l'autorité de l'Etat dans les zones affectées par les conflits, et à l'amélioration de l'environnement sécuritaire (Réinsertion Communautaire)**

**Produit 2.1 : Les informations nécessaires à la réinsertion et à la réintégration des ex-combattants dans les zones prioritaires sont disponibles et connus par les acteurs gouvernementaux et les parties prenantes**

**La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?**

Oui, l'OIM a signé un contrat de partenariat avec le « Conflict Sensitivity Hub d'International Alert » pour atténuer les risques liés à la sensibilité aux conflits dans les zones du projet. Les réunions de planification des activités ont été organisées afin de permettre au partenaire de peaufiner un plan de travail qui lui permettra de développer, au prochain semestre, une stratégie de sensibilité aux conflits pour le processus de réinsertion et de réintégration.

**Le projet, ainsi que le questionnaire d'indice de stabilité, ont été élaboré par l'OIM et validé par le PDDRCS dans les trois provinces.** L'indice sera mis en œuvre dans les zones de réinsertion afin de recueillir des données sur les besoins prioritaires, les opportunités socio-économiques et les prestataires des services psychosociaux dans les communautés d'accueil, selon l'approche triple nexus.

**Nord Kivu ;**

**Le plan de travail est en bonne voie car les informations nécessaires sur les activités en cours à la réinsertion sont disponibles et connues par les acteurs gouvernementaux ainsi que les parties prenantes au projet.** Il s'agit de l'appui aux frais de transport mis à la disposition de 136 ex-combattants

<sup>23</sup> Les bénéficiaires de cette formation ont été 100 femmes, hommes et jeunes membres des structures à base communautaire

pour le retour dans leurs zones de réinsertion, des travaux légers et HIMO prévus, le cout de la rémunération prévu et le nombre des jours à prester par ex-combattant et enfin la procédure adoptée pour la sélection des bénéficiaires communautaires selon le quota d'un ex-combattant et de deux membres de la communauté. Aussi, le contrat de partenariat a été signé avec le « *Conflict Sensitivity Hub d'International Alert (CSH)* » pour développer la stratégie de sensibilité au conflit et soutenir les activités de réintégration à travers des formations des points focaux et membres des communautés bénéficiaires.

#### **Sud Kivu :**

Dans la lignée, l'OIM à travers son partenaire RADPI a organisé une enquête sur l'indice de stabilité conduisant à évaluer les structures socio de base existante. Cette enquête a été organisée sur la période du 1 octobre au 31 novembre 2023 dans 338 villages répartis dans 176 aires de santé et 12 zones de santé pour les trois territoires ciblés Uvira, Fizi et Kalehe. L'OIM a également signé un contrat avec Alert International afin de conduire une formation sur la prise en compte de la sensibilité aux conflits dans les zones d'intervention ainsi que le renforcement de capacité sur l'analyse et la compréhension des dynamiques de conflits locaux, de la sensibilité aux conflits, l'identification des risques et les opportunités des activités du programme. Quinze points focaux composés des membres du PDDRCS provincial à Bukavu, les leaders communautaires locaux, ou encore de la société civile d'Uvira ont déjà bénéficié de cette formation sur la période du 9 au 14 octobre 2023.

#### **Ituri :**

Bien que les activités de formation aient connue un retard, les formations sur la sensibilité aux conflits ont finalement eu lieu en novembre 2023. Elles ont été l'occasion d'inclure les aspects liés à la sensibilité aux conflits dans les programmations des participants et notamment des partenaires de mise en œuvre (FOMI et ACIAR). Les messages des émissions de radio ont été élaborés et adoptés après cette formation en ligne avec les principes « Ne pas nuire », « la sensibilité au conflit » etc.

#### **La consommation du budget est-elle en bonne voie ?**

**Nord Kivu :** La consommation du budget est en bonne voie. L'utilisation du budget a été essentiellement concentrée sur l'accord de partenariat avec Alert International. À travers le contrat signé avec le partenaire Alert International, un expert en sensibilité aux conflits a été recruté pour accompagner l'OIM et le PDDRCS dans la mise en œuvre des activités.

**Sud Kivu :** Le budget relatif à la collecte de donnée a été consommé à 100 pour cent. L'ONG RADPI a conduit l'enquête sur l'indice de stabilité. Le consultant expert recruté par le partenaire Alert international a facilité le renforcement de capacité sur l'analyse et la compréhension des dynamiques de conflits locaux, de la sensibilité aux conflits. Il a également fait une analyse de risque et d'opportunités sur les activités du programme. Quinze points focaux composés des membres du PDDRCS provincial à Bukavu ont été renforcés sur la période du 9 au 11 octobre, mais des leaders communautaires locaux et de l'organisation de la société civile d'Uvira ont également bénéficié de ce renforcement de capacité sur la période du 13 au 14 octobre 2023.

**Ituri :** La consommation du budget est satisfaisante. Le développement et la mise à jour de la stratégie de sensibilité aux conflits a été faite en collaboration avec le Conflict Sensitivity Hub d'International Alert.

#### **Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?**

**Nord Kivu :** Aucune activité réalisée pour intégrer l'aspect Genre pour le moment mais il est prévu d'intégrer aussi les femmes parmi les points focaux qui seront renforcés en capacités sur les questions en lien avec les sensibilités aux conflits.

**Sud Kivu :** Le genre est pris en compte dans les activités selon la répartition de 30% femmes.

**Ituri :** Pendant l'identification des participants aux formations sur la sensibilité au conflit, un pourcentage de 30 pour cent a été dédié aux femmes. Parmi les thématiques développées figurent aussi celles qui renforcent les rôles de la femme dans la transformation des conflits.

**Produit 2.2 : Les ex-combattants sont réinsérés dans leur zone de retour en collaboration et en coordination avec les autorités locales.et les structures citoyennes.**

**La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?**

**Nord Kivu :** Le plan de travail est en bonne voie. Les premières étapes nécessaires à la mise en place du paquet d'activités visant à la réinsertion des ex-combattants sont franchies. Le « *screening* » de 136 ex-combattants identifiés par le PDDRCS a été réalisé. Le processus de retour et de réinsertion est en cours dans les localités cibles du projet.

Le CCP a validé les critères de sélection des bénéficiaires communautaires et a validé l'inclusion de 40 pour cent de femmes parmi les bénéficiaires communautaires. Une mission de mise en œuvre du processus de sélection des bénéficiaires communautaires vient d'être achevée.

**Sud Kivu :** L'OIM collabore avec 69 ex-combattants dans les travaux HIMO au Sud Kivu dont 65 proviennent de la liste de rendus auprès du PDDRCS Sud Kivu et quatre de la base de données DDR/RR-CVR de la MONUSCO. Ces bénéficiaires sont composés de 68 hommes et une femme. Des activités de sensibilisation et d'acceptance afin de faciliter la réinsertion des ex-combattants dans leurs zones de retour sont en cours de mise en œuvre par les deux ONG partenaires (KUA et UCADI).

**Ituri :** Sur quatre activités de ce produit, trois ont été réalisées avec succès à ce jour. Il s'agit de l'organisation des séances de conseil / d'information à l'endroit des groupes d'ex-combattants et leurs communautés ; et les bénéficiaires formées et soutenues pour la réalisation de sessions psychosociales et d'éducation à l'acceptation des ex combattants dans les communautés d'accueils. Néanmoins, au cours des deux premiers mois de l'an 2024, deux autres activités sont attendues : (i) Mettre en œuvre des activités d'éducation civique et de soutien psychosocial pour les ex-combattants un jour par semaine ; (ii) Soutiens logistique aux comités communautaires et / ou aux structures citoyennes pour soutenir le processus de réinsertion.

#### **La consommation du budget est-elle en bonne voie ?**

**Nord Kivu :** La consommation du budget est en bonne voie. Les 136 ex-combattants ont bénéficié de frais de transport pour le retour dans leurs zones de réinsertion. Aussi, la sélection des bénéficiaires communautaires à travers des focus groupes a été réalisée.

**Sud Kivu :** La consommation du budget est en bonne voie avec 50% du budget prévu pour le HIMO consommé. Le paiement des salaires des bénéficiaires, et la distribution de la ration alimentaire sollicités par le CCP à l'endroit de ces bénéficiaires se poursuivent comme défini.

**Ituri :** La consommation du budget est sur la bonne voie. Nous veillons auprès du partenaire ACIAR que les dépenses soient conformes aux lignes budgétaires pour les deux activités restantes.

#### **Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?**

**Nord Kivu :** Les femmes ont été impliquées dans les focus groups en collaboration et coordination avec les autorités locales ainsi que les comités de base pour la sélection des bénéficiaires communautaires. Le CCP a également proposé et validé l'inclusion de 40% de femmes parmi les bénéficiaires communautaires.

**Sud Kivu :** Compte tenu de la présence d'une seule femme parmi les 69 ex-combattants actifs dans les travaux HIMO, des actions de sensibilisation en faveur du genre sont toujours en cours dans la zone du projet.

**Ituri :** Les femmes ont été représentées dans les séances d'informations avec les participants. Les sessions d'échanges ont connu la participation de 2150 personnes dont 972 femmes<sup>24</sup>.

#### **Produit 2.3 : La résilience socio-économique des communautés et l'accès aux services sociaux de base sont améliorés à travers la réhabilitation d'infrastructures communautaires prioritaires.**

Pour toutes les provinces à ce stade il est difficile de renseigner un changement positif sur l'amélioration de la résilience socioéconomique et l'accès aux services sociaux de base car les réhabilitations d'infrastructures communautaires sont encore en cours.

#### **La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?**

**Nord Kivu :** Le plan de travail est en bonne voie car le projet détient déjà la liste de 136 ex-combattants référencés à l'OIM par le PDDRCS Béni. Ces ex-combattants sont, pour la majorité déjà, retournés dans leurs zones de réinsertion. La phase d'identification des bénéficiaires communautaires vient également d'être achevée.

<sup>24</sup> Répartition comme suit : Andisoma: 266 hommes et 158 femmes ; Mobala: 285 hommes et 131 femmes ; Bahema Irumu 286 hommes et 141 femmes ; Babelbe 195 hommes et 244 femmes ; Baboa Bokoe 146 hommes et 298 femmes

En outre, le PDDRCS dispose également d'une liste de 45 ex-combattants à Lumé qui attendent le processus du DDR Mobile (activités DDR dans les communautés sans pour autant déplacer les ex-combattants dans les centres de désarmement, de démobilisation, aussi que le screening sur place dans les villages) et un autre groupe d'une quarantaine des ex-combattants de Mubambiro qui ont choisi la zone de Béni comme zone de réinsertion. À la dernière réunion du CCP tenue le 15 décembre 2023 à Béni, il a été recommandé au PDDRCS de disponibiliser ces listes et finaliser le processus DDR et mettre ensuite ces listes à la disposition de l'OIM pour leur prise en charge.

Les activités de HIMO n'ont néanmoins pas encore été lancées. Après les évaluations techniques de quatre axes routiers proposés par les communautés, deux axes ont été retenus pour les localités de Mangina/Cantine (1) et Beni ville (1). Le début des travaux est prévu pour le mois de janvier 2024.

D'autres axes routiers proposés par les communautés seront évalués au mois de janvier 2024 afin de permettre au CCP de décider ensuite sur les axes routiers à retenir pour les quatre localités restantes à savoir Oicha, Lumé, Butembo et Kyondo.

#### **Sud Kivu :**

Lancés en date du 5 septembre 2023 à partir de Runingu, les travaux de réhabilitation par la méthode HIMO ont atteint le village de Bulindwe situé à 30km de Runingu dans les hauts plateaux. Ils sont conduits actuellement par 609 bénéficiaires directs composés de la communauté et des ex-combattants parmi lesquels plus de 200 bénéficiaires comptabilisent entre 70 à 75 jours de travail. Les données statistiques de ces bénéficiaires directs mentionnent la présence effective de 69 ex-combattants et de 540 membres de la communauté. La répartition en genre sur l'effectif global des 609 bénéficiaires directs se présente avec un total de 398 hommes soit 65% et 211 femmes soit 35%.

**Ituri :** Les activités ont été exécutées en fonction du calendrier à l'exception des HIMO sur l'axe Soleniama qui ont finis en décembre 2023. Les 150 bénéficiaires n'avaient pas commencé les travaux pendant la même période que dans d'autres axes, après le premier paiement effectué en octobre 2023. Dans l'ensemble, les travaux HIMO ont commencé le 28 Aout et ont pris fin le 7 décembre 2023.

#### **La consommation du budget est-elle en bonne voie ?**

**Nord Kivu :** La consommation du budget est en bonne voie car des missions d'évaluation des infrastructures communautaires ont été réalisées ainsi que le processus d'achat des différents matériels et équipements.

**Sud Kivu :** La consommation du budget est en bonne voie. Le paiement des salaires des bénéficiaires, et la distribution de la ration alimentaire sollicité par le CCP à l'endroit de ces bénéficiaires se poursuivent comme définie.

**Ituri :** La consommation du budget est sur la bonne voie.

Sur 490 000 USD valeur monétaire des sommes à distribuer aux participants aux activités HIMO, le projet a dépensé 483 175\$ soit 99%. La différence des montants non dépensés reflète les nombres de jours d'absence des bénéficiaires qui sont non dû.

#### **Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?**

**Nord Kivu :** Les activités HIMO ne sont pas encore mise en œuvre mais le CCP a recommandé que 40% des bénéficiaires HIMO soient des femmes au-delà du minimum de 30 pour cent de femmes prévu dans le document du projet.

**Sud Kivu :** Le CCP a proposé et validé l'inclusion de 30 pour cent de femmes parmi les bénéficiaires directs du projet. Cette résolution est prise en compte dans toutes les activités.

**Ituri :** 30 pour cent représentent les femmes parmi les 2000 bénéficiaires HIMO.

### **1.3 Défis et mesures de mitigation**

#### **1.3.1 Défis principaux rencontrés**

**Nord Kivu :**

Pendant la période couverte par ce rapport, les **principaux défis rencontrés ont été (i) l'insécurité au sein des zones de mise en œuvre avec une suspension des mouvements de staffs Nations Unies rendant impossible l'accès aux bénéficiaires et (ii) l'insuffisance des fiches d'engagements des ex-combattants cantonnés à Mambango à Béni pour permettre le retour dans leurs zones de réinsertion.** Ceci a perturbé le processus de réinsertion qui avait déjà démarré. À ce jour, 73 ex-combattants sont retournés dans leurs communautés et les 63 restants continuent à attendre les fiches qui doivent être livrées par la coordination provinciale du P-DDRCS à Goma pour faciliter également leur retour.

**Sud Kivu :** Durant la période couverte par ce rapport, le projet a rencontré certains défis dont **(i) la difficulté à identifier et sélectionner les ex-combattants ainsi que l'appropriation du projet par les populations** qui ont refusé plusieurs activités planifiées et méthodes de travail, obligeant le projet à revoir ses axes d'intervention.

**Ituri :**

Le défi majeur a été la réalisation des travaux HIMO pendant la saison pluvieuse.

### 1.3.2 Défis et mesures de mitigation

Défis	Mesures de mitigation
<p><b>Nord Kivu :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. La mise à disposition des fiches d'engagements des 63 Ex-combattants de Mambango à Béni.</li> <li>2. Suspension momentanée de mouvement pour les agents des Nations Unies dans la localité de Oicha.</li> </ol> <p><b>Sud Kivu :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. L'identification et la sélection des bénéficiaires ex-combattants de la zone prioritaire du projet.</li> <li>2. Le refus des bénéficiaires directs à se constituer en groupement associatif pour l'appui en AGR à la fin des 75 jours des travaux malgré la sensibilisation conduite par l'ONG KUA et le PDDRCS Uvira.</li> <li>3. L'exigence unanime du paiement des épargnes des 2 USD par tous les</li> </ol>	<p><b>Nord Kivu :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le CCP a recommandé à la coordination provinciale du PDDRCS de disponibiliser dans les temps les fiches d'engagements pour le retour rapide des 63 ex-combattants dans leurs zones de réinsertion.</li> <li>2. À la dernière réunion du CCP, cette question a été discutée avec le chef de bureau de la MONUSCO, président du comité. Il a été confirmé que la mesure de suspension a été levée et que l'évaluation technique des infrastructures pouvait être organisée. Au cas où la situation perdure, il a été proposé que l'ingénieur du PDDRCS puisse guider la mission d'évaluation dans cette zone.</li> </ol> <p><b>Sud Kivu :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Sur proposition du CCP, l'OIM va continuer à appuyer le PDDRCS à mener des missions conjointes OIM-PDDRCS_MONUSCO-FADRC de rencontre avec les bénéficiaires de la base de données de la MONUSCO mais également de procéder à la sensibilisation des groupes armés pour leur réinsertion.</li> <li>2. Compte-tenu du refus d'adhésion au processus de regroupement des bénéficiaires du littoral et des moyens plateaux, les activités de sensibilisation continueront avec les bénéficiaires des hauts plateaux qui seront intégrés très bientôt dans les travaux HIMO.</li> <li>3. Compte tenu de la situation de contestation et d'exigence du paiement des épargnes de</li> </ol>

<p>bénéficiaires actuels du projet des bas et moyens plateaux.</p> <p>4. La faible présence active des ex-combattants de la base de données de la MONUSCO. Quatre bénéficiaires actuellement présents dans les HIMO sur la liste des 71 bénéficiaires partagés.</p> <p><b>Ituri :</b> La réalisation des HIMO pendant la saison pluvieuse qui rendait difficile la présence des ouvriers sur les chantiers.</p>	<p>2USD prévus pour les AGR, la réunion du CCP en date du 28 décembre 2023 a autorisé l'OIM à procéder au paiement de ces frais aux bénéficiaires sous condition que chacun signe un acte attestant de leur accord pour le paiement anticipé de l'épargne au détriment de l'accompagnement à la réinsertion à travers les AGR initialement prévu.</p> <p>4. La communication des actions menées sur le terrain sera directement coordonnée avec la coordination provinciale du PDDRCS qui facilitera l'implication de ses représentants terrain. Un groupe WhatsApp de communication et de partage d'information instantané est créé pour une rapide mise à jour des actions.</p> <p><b>Ituri :</b> Il a été convenu que les bénéficiaires ne travaillent pas les jours de pluie.</p>
---	---

### 1.3.3 Actions correctrices face au retard de mise en œuvre (le cas échéants)

**Nord Kivu :**

Une demande d'extension sans coûts s'est avérée nécessaire pour terminer le projet à la suite des retards. Pour corriger les retards enregistrés dans la mise en œuvre et maximiser l'extension sans coûts le projet prévoit de :

- Se concentrer sur les 136 ex-combattants de Mambango qui sont repris dans la base des données du P-DDRCS à Béni et démarrer les travaux légers dans leurs communautés de réinsertion en attendant les grands travaux HIMO prévus en janvier et février 2024 ;
- Mener une mission d'évaluation technique des routes de desserte agricole dans les axes Oicha, Lume, Butembo et Kyondo. Ceci permettra au projet de démarrer les travaux HIMO dans toutes les localités cibles.

**Sud Kivu :**

- Pour rattraper le retard constaté dans l'identification et la sélection des bénéficiaires ex-combattants de la zone prioritaire du projet, l'OIM va continuer à appuyer le P-DDRCS à mener des missions conjointes OIM-PDDRCS\_MONUSCO-FADRC de rencontre avec les bénéficiaires ex-combattants de la base de données de la MONUSCO mais également de procéder à la sensibilisation des groupes armés pour favoriser la démobilisation et la réinsertion communautaire.
- Compte tenu du refus d'adhésion au processus de regroupement des bénéficiaires du littoral et des moyens plateaux, les activités de sensibilisation continueront avec les bénéficiaires de hauts plateaux qui seront intégré très bientôt dans les travaux HIMO.
- Toute la communication des actions menées sur le terrain sera directement coordonnée avec la coordination provinciale du P-DDRCS qui facilitera l'implication de ses représentants sur le terrain. Un groupe WhatsApp de communication et de partage d'information instantané a été créé pour faciliter l'échange entre toutes les parties prenantes et permettre à tous d'avoir des données à jour sur les activités.

**Ituri :**

- Un délai de deux mois a été sollicité au bailleur pour finaliser les activités soit au plus tard le 29 février 2024.

**2.1 Contexte et engagement politique**

**2.1.1 Contexte**

**Nord Kivu :**

**L'insécurité grandissante dans les zones initialement ciblées a entraîné la délocalisation du projet dans la zone de Béni.** La situation sécuritaire dans les zones du projet à Béni est acceptable mais reste volatile sur l'axe Béni-Oicha et qui avait entraîné d'octobre à fin novembre 2023, la suspension des activités du projet. Cette situation avait perturbé considérablement le démarrage effectif de certaines activités du projet. Mais actuellement, la situation a évolué positivement et les activités ont repris dans cette partie du territoire de Beni.

**Sud Kivu :**

**La majeure partie des territoires de la province du Sud-Kivu reste marquée par un contexte sécuritaire fragile.** Cette insécurité se caractérise par des conflits intercommunautaires et l'activisme de groupes armés locaux et étrangers, qui se définissent par le grand banditisme. Cela conduit souvent à des mouvements de masse de toutes les catégories de personnes (déplacées, les rapatriés, les retournés et même les populations hôtes), victimes de violations des droits humains et faisant face à des déplacements répétés et cycliques. À ces conflits s'ajoutent les catastrophes naturelles qui viennent accentuer la situation précaire de ces personnes déplacées et/ou retournées en conséquence, l'OIM note des mouvements de population fréquents.

**Ituri :** Dans toutes les cinq chefferies de mise en œuvre du projet, les autorités locales et les parties prenantes au projet ont accompagné la mise en œuvre des activités. Bien que la période d'octobre à décembre 2023 correspondait aux campagnes électorales, le contexte des élections n'a pas influé négativement sur le projet.

**2.1.2 Engagement politique**

**Nord Kivu et Sud Kivu :**

**La mise en place et l'implication constante du CCP est un facteur clé** pour s'assurer de l'approbation du projet par le gouvernement et pour renforcer la durabilité des actions mises en œuvre. Les autorités locales sont régulièrement engagées lors des différentes activités du projet (mission, réunion, ...) dans les zones de mise en œuvre, et elles seront étroitement impliquées dans la prise de décision sur des questions sensibles en lien avec le projet.

**Ituri**

**Le gouvernement provincial de l'Ituri et le PDDRCS ont participé activement dans l'identification des zones cibles, la validation des bénéficiaires** ainsi que le suivi et l'accompagnement des partenaires de l'OIM et ACIAR. Leur appui a permis de relever les défis d'accès dans la zone de Mwanga et Kunda où des affrontements armés n'avaient pas permis le début des activités dans les délais estimés. La région militaire de l'Ituri, le gouvernorat, la coordination provinciale du PDDRCS de l'Ituri, l'administration territoriale d'Irumu ont facilité à l'OIM l'organisation de deux dialogues communautaires dans les zones de Mwanga et Kunda pour obtenir la paix gage de la mise en œuvre du projet dans ces deux zones. **Aussi, des réunions de restitution des résultats du projet ont été présentés aux autorités provinciales et le PDDRCS pour des orientations futures.** En novembre 2023, le partenaire du volet Dialogue démocratique (ACIAR) a obtenu un acte d'engagement des autorités pour soutenir les résultats obtenus dans le volet Dialogue Démocratique.

**3.2. Coordination avec les autres interventions de stabilisation**

Effort de coordination	Partenaire de la stabilisation
------------------------	--------------------------------

<p><b>Nord Kivu :</b> L'OIM participe aux différentes réunions et rencontres organisées et accompagne régulièrement les parties prenantes à des visites de terrain. <b>Dans le cadre de la coordination, l'OIM a été invitée par le PDDRCS et SSU pour harmoniser les approches avec le projet HEKS-EPER à Lubero financé par le même bailleur.</b> <b>Aussi, un comité de coordination au niveau territorial a été mis en place</b> regroupant l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en œuvre. L'OIM est un acteur clé de ce mécanisme de coordination. Les décisions stratégiques pour la supervision et la coordination des activités sont toujours prises après consultation du comité. Pendant les évaluations techniques et financières des infrastructures communautaires à réhabiliter, l'OIM a eu des échanges des informations nécessaires avec l'office des voies de desserte agricole (OVDA) qui est un service technique du gouvernement spécialisé dans la réhabilitation et maintenance des routes de desserte agricole.</p> <p><b>Sud Kivu :</b> Depuis la signature du projet avec le bailleur de fonds, la coordination dans les zones prioritaires du projet a été assurée par un <b>comité de coordination provincial qui regroupe l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en œuvre.</b> L'OIM est un acteur clé de ce mécanisme de coordination. Les décisions stratégiques pour la supervision et la coordination des activités sont toujours prises après consultation du comité. Au niveau terrain, principalement dans la zone prioritaire, l'antenne du PDDRCS au niveau d'Uvira assure la supervision et la conduite des activités de tous les acteurs impliqués.</p> <p><b>Ituri :</b> Des réunions avec le gouvernement provincial de l'Ituri et la coordination provinciale du PDDRCS ont permis de surmonter les difficultés liées aux menaces des bénéficiaires pour retard de paiement au jour prévu.</p>	<p>PNUD, PDDRCS / Atelier de mise en place de cadre de concertation des acteurs de stabilisation</p> <p>PDDRCS Goma, Beni et Lubero, services étatiques, Gouvernorat de Province, Administration des Territoires, Chefferies / PoP / Trésor Public, PNUD, ONU FEMME, OIM</p> <p>PDDRCS, Gouvernement provincial</p>
--	---

### A3.3. Renforcement de capacité des acteurs nationaux et locaux

<p><b>Avez-vous effectué un renforcement des capacités (aspects techniques, gestion de projet, suivi-évaluation, genre, planification, reporting, etc.) des partenaires nationaux et locaux (gouvernementaux et non gouvernementaux) non prévu dans votre programmation ?</b></p> <p><b>Nord Kivu :</b> L'OIM prévoit des sessions de renforcement des capacités sur la sensibilité aux conflits en faveur des bénéficiaires ainsi que des partenaires de mise en œuvre une fois que le processus de contractualisation avec ces derniers sera achevé. Aussi, le projet prévoit en ce mois de janvier 2024, des sessions de renforcement des capacités en faveur des journalistes locaux sur la sensibilité aux conflits et le développement des messages de coexistence pacifique.</p> <p><b>Sud Kivu :</b> L'OIM a accompagné le renforcement de capacité des acteurs nationaux du PDDRCS, leaders communautaires et des organisations de la société civile locale sur la prise en compte de la sensibilité aux conflits dans les activités. Un renforcement de capacité à l'endroit de 60 journalistes locaux et 30 journalistes provinciaux sur la stratégie de communication et la sensibilisation du projet a été également conduite. Les partenaires de mise en œuvre des activités de dialogue et du genre ont également conduit des renforcements de capacité des acteurs et structures communautaires de dialogue et féminines.</p> <p><b>Ituri :</b> Le renforcement des capacités des acteurs effectué au cours du projet rentre dans le cadre de notre programmation. Les formations effectuées sur : la sensibilité aux conflits, le genre, la formation des journalistes etc. étaient prévues par le projet. Néanmoins pour le volet sensibilité aux conflits, nous avons collaboré avec l'ONG Alert qui a l'expertise dans ce domaine.</p> <p><b>Avez-vous identifié des besoins de renforcement des capacités nationaux et locaux (aspects techniques, gestion de projet, suivi-évaluation, genre, planification, reporting, etc.) de partenaires (gouvernementaux et non gouvernementaux) ?</b></p>
---

Les besoins en renforcement de capacité des acteurs locaux au niveau des trois provinces et des zones d'intervention identifiés portent sur l :

- la sensibilité aux conflits ;
- la stratégie de communication et de la formation des journalistes des médias locaux ;
- la cohésion sociale et la résolution des conflits dans la zone du projet ;
- le dialogue démocratique et sur les questions de genre.

## 2.4 Intégration de l'approche genre dans le projet

**Nord Kivu :** Aucune activité n'a été mise en œuvre pour le moment, étant donné que le processus de sélection du partenaire de mise en œuvre de la composante Genre est prévu en janvier 2024.

**Sud Kivu :** Toutes les activités du projet au Sud Kivu ont toujours tenu compte de la participation du genre conformément au ratio défini de 30% des femmes sur toutes les activités et le CCP veille à l'application et la prise en compte du genre.

**Ituri :** Dans toutes les activités, une budgétisation sensible au genre a été faite et respectée. L'approche genre a été faite sur trois niveaux :

- Pendant l'identification des participants aux activités, un pourcentage des 30 pour cent était réservé aux femmes ;
- Sur les thématiques spécifiques qui touchent aux droits et rôles de la femme ont été insérées dans toutes les sessions ou travail réalisé ;
- À la sélection du partenaire de mise en œuvre. L'OIM a sélectionné une organisation nationale des femmes pour mettre en œuvre les activités liées au volet Genre : FOMI (Forum des Mamans de l'Ituri).

## 2.5 Leçons apprises

**Nord Kivu :**

- La mise en place du comité de coordination du projet pour le partage d'information avec les membres sur l'état d'avancement du projet et la mise en œuvre à toutes les étapes renforce leur implication dans la gestion transparente du projet.
- L'approche communautaire utilisée pour la sélection des bénéficiaires issus des communautés a permis d'éviter de tomber dans les idées préconçues et a limité les risques de conflits. Il s'agissait d'impliquer toutes les couches sociales (leaders locaux, représentants des femmes, jeunes, chefs locaux etc.).

**Sud Kivu :**

- La participation des membres des communautés locales dans les activités HIMO est essentielle afin d'atténuer les possibles sensibilités autour de l'inclusion d'ex-combattants dans les activités du projet.
- La mise en place d'une stratégie sensibilisation et d'identification des bénéficiaires ex-combattants au travers de comité regroupant les chefs de groupements, les chefs de villages, les représentants des femmes, des jeunes, de la société a été appréciée et reconnue par la communauté afin d'éviter les préjugés.
- Inclure en tant que bénéficiaires les ex-combattants qui se sont rendus directement auprès du PDDRCS sous condition qu'ils aient suivi le processus d'approbation par le BCNUDH.
- Le partage d'information avec le CCP sur l'état d'avancement du projet et du processus de sélection des partenaires de mise en œuvre à toutes les étapes démontre la transparence et l'impartialité de l'OIM concernant la procédure de sélection des partenaires.

**Ituri :**

- L'approche communautaire en période post conflit pour stabiliser les zones jadis affectées par les conflits. Il s'agit de faire bénéficier toute la communauté (ex-combattants et communautés d'accueil) des activités du projet au lieu de se focaliser uniquement sur les ex-combattants. Cela évite les frustration (de la part de la communauté hôte) et renforce l'acceptation des ex-combattants.

- Le respect des engagements entre les parties prenantes au processus de paiement dans les projets HIMO est le gage de la confiance entre bénéficiaires et les partenaires d'implémentation. Il s'agit pour chaque partie prenante au projet, de respecter ses engagements vis-à-vis des autres parties.

## 2.6 Etudes réalisées

**Nord Kivu :** L'évaluation technique et financière des infrastructures HIMO a été réalisée dans les localités de Mangina et a Béni ville. Il est prévu d'autres évaluations des infrastructures HIMO dans les localités de Oicha, Butembo, Lumé et Kyondo. Au mois de janvier 2024, une étude de base du projet est également prévue.

**Sud Kivu :** Après l'évaluation technique et sécuritaire réalisée pour l'identification des activités de réhabilitation d'infrastructure au travers d'activités HIMO, d'autres ont été réalisées telle que la sensibilité aux conflits, la restauration de l'autorité de l'état, l'indice de stabilité de la zone d'intervention et l'étude de marché sur les chaînes de valeur.

**Ituri :** Les conclusions de l'étude de marché et opportunités économiques montrent que les filières identifiées dans les chefferies des Andisoma, Mobala, Bahema Irumu, Baboa Bokoe, Babelbe sont : agriculture, élevage commerce, menuiserie, transport/taxi, coup-couture, informatique/bureautique, coiffure-esthétique, pâtisseries-boulangers, maçonnerie, vente carburant, vente unités. Cependant l'étude des marchés a également fait une analyse d'impact des précédents projets AGRs dans la zone qui touchait les mêmes cibles, soit les jeunes à risques. Il ressort que seul le développement de l'agriculture et/ou l'une de ses chaînes de valeur paraît être utile pour les 2000 bénéficiaires du projet pilote.

## 2.7 Révisions de projet

Indiquer toute modification importante dans les stratégies, les objectifs ou les résultats du projet qui ont eu lieu au cours de la période de rapportage. (1/2 page maximum)

### **Nord Kivu :**

- Au regard des différents défis rencontrés dans les zones initialement prévues par le projet, il a été convenu de délocaliser les activités vers la zone de Béni et actuellement les activités du projet sont en cours de mise en œuvre.
- Pour faciliter le suivi de ce projet pilote PDDRSC à Béni, un CCP a été mise en place à Béni en lieu et place du CCP provincial à Goma.
- Lors de la dernière réunion du CCP tenue le 15 décembre 2023 à Béni, il a été décidé de considérer 40 pour cent des bénéficiaires femmes pour les travaux HIMO au lieu de 30 pour cent de femmes comme prévu dans le document du projet.

Le CCP a également recommandé le paiement de 5 USD de rémunération des bénéficiaires des travaux HIMO sans retenue de 2USD (30%) comme initialement prévu par le projet.

**Sud Kivu :** Le CCP a décidé de réduire le nombre de bénéficiaires directs du projet à 1000 au lieu des 2000 initialement prévus. Cette décision a été prise pour permettre aux bénéficiaires d'effectuer un plus grand nombre de jours de travail (50) et ainsi de recevoir une rémunération plus importante, et de bénéficier également de la prise en charge de leurs repas et de leur logement pendant la durée des travaux. Le CCP a également recommandé d'étendre la zone du projet au-delà du territoire d'Uvira en incluant les hauts plateaux. Ce ne sera toutefois pas possible compte tenu des contraintes budgétaires du projet. En raison des retards actuels d'environ trois mois dans la mise en œuvre, liées notamment aux retards dans la sélection des bénéficiaires ex-combattants et à la confirmation des zones cibles au début du projet, une extension sans coûts sera probablement nécessaire. L'OIM évaluera les retards exacts et les mesures d'atténuation possible au cours du prochain trimestre et discutera du besoin d'extension potentielle avec le CCP et l'UAS.

**Ituri :** Initialement, le projet prévoyait trois zones cibles, mais c'est actuellement un total de cinq chefferies (Andisoma, Babelbe, Baboa Bokoe, Bahema d'Irumu et Mobala) en Territoire d'Irumu qui ont été retenues pour la mise en œuvre du projet. Aussi, le projet prévoyait initialement de soutenir la réhabilitation de trois infrastructures, mais neuf projets ont été finalement sélectionnés, sans conséquences substantielles sur le budget. Pour autant, certains ajustements devront être effectués pour supporter les coûts supplémentaires de

supervision. Les travaux de finissage (entreposage des dalots et passes buses) interviendront avant le 29 février 2024

## 2.8 Illustration narrative spécifique (optionnelle)

### **Nord Kivu :**

Le projet développe une synergie d'action avec différentes parties prenantes en les impliquants à travers des réunions et rencontres organisées, des visites de terrain. Au-delà du CCP mise en place au niveau territorial, des rencontres de coordination provinciale sont organisées où l'OIM est invitée par le PDDRCS et MONUSCO (SSU et DDR) à harmoniser les approches avec le projet HEKS-EPER à Lubero financé par le même bailleur. À cet effet, des planifications conjointes et décisions stratégiques sont prises pour la supervision et la coordination des activités.

### **Sud Kivu :**

Une synergie d'action entre la partie prenante est constatée dans la mise en œuvre du projet. Au-delà du CCP qui est un mécanisme de coordination provinciale et d'approbation des actions du projet pilote, on constate également la collaboration entre tous les acteurs impliqués notamment dans l'identification et l'approbation des bénéficiaires ex-combattants du projet effectuer respectivement par le PDDRCS provinciale et la section DDR-CRV & BCNUDH de la MONUSCO pour le traitement des dossiers soumis. Des missions conjointes sont également conduites par l'OIM en collaboration avec les acteurs du PDDRCS, MONUSCO et FARDC. Cependant, le programme fait face à un certain nombre défis dont notamment le nombre réduit d'ex-combattants malgré les missions de sensibilisations mais aussi le partage d'information entre les acteurs du PDDRCS provinciale et l'antenne d'Uvira.

### **Ituri : RAS**

### 3.1 Evaluation des éléments du rapport par le Secrétariat Technique ISSSS

<b>Mise en œuvre du plan de travail et budget</b>				
	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>N/A</b>
<b>Mise en œuvre du plan de travail et du budget</b>				
Dans quelle mesure les activités sont-elles mises en œuvre à temps ?			X	
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure les activités sont-elles mises en œuvre dans les limites du budget prévu ?	X			
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure les défis ont-ils été activement gérés ?	X			
<i>Commentaire :</i>				
<b>Progression vers les résultats attendus</b>				
	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>N/A</b>
<b>Progrès vers l'atteinte des résultats attendus</b>				
Dans quelle mesure les résultats attendus sont-ils en voie d'être atteints ?		X		
<i>Commentaire :</i>				
<b>Qualité du rapport narratif et annexes obligatoires</b>				
	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>N/A</b>
<b>Qualité du rapport narratif</b>				
Dans quelle mesure les éléments de ces rapports sont-ils clairement expliqués ?		X		
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure la budgétisation sensible au genre est-elle respectée ?		X		
<b>TOTAL</b>	13			

### 3.2 Commentaire générale du Secrétariat Technique du FCS

Le projet a connu de sérieux retards, mais comme l'encadrement des ex-combattants est lié aux résultats des processus de démobilisation mis en œuvre par le P-DDRCS, il a été nécessaire de suivre dans une large mesure le rythme de ces processus. De plus, les problèmes de sécurité au Nord-Kivu ont nécessité une réorientation du projet dans la province, comme l'explique le rapport, et un temps de réajustement a été nécessaire. Par conséquent, le niveau de dépenses pour ce projet est faible et a nécessité une prolongation sans cout pour garantir que les activités du projet puissent être achevées. L'OIM s'est efforcée de trouver des solutions et de s'attaquer activement à ces problèmes et le projet à soutenir le processus P-DDRCS lorsque cela est important pour l'aider à avancer. En Ituri, le nombre d'ex-combattants bénéficiaires est tel que prévu ; en revanche, le nombre d'ex-combattants bénéficiaires au Sud-Kivu est faible, ce qui n'a pas permis au projet d'atteindre les objectifs de cible dans cette région. Nous aurions aimé voir davantage d'informations intégrées dans le récit sur le genre et/ou les composantes femmes, paix et sécurité appliquées de manière transversale. De plus, le format du budget ne fournissait pas d'informations sur la budgétisation sensible au genre. Cependant, d'autres données fournies dans l'outil de suivi confirment qu'il existe une saine participation des femmes au projet et de nombreuses activités en cours en faveur de l'appui aux femmes, à la paix et à la sécurité dans le fond du projet.

Partie 4 - **ANNEXES**

- **Budget actualisé**
- **Plan de travail actualisé**
- **Cadre logique actualisé (merci de faire référer au modèle ci-dessous)**

	Indicateur Type	Indicateur	Donnée de référence	Réalisation semestrielle				Cible <sup>25</sup>	% atteint Cumulatif	Source of Vérification	Comment
				I	II	III	IV				
<b>GOAL – Résultat global</b>											
<i>Les populations et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, mettent en œuvre des solutions concrètes et durables pour la transformation des conflits</i>	Ind A	<i>% de membres de la communauté qui estiment que les ex-combattants et leurs familles sont « très bien » ou « bien » intégrés et ne se sentent pas menacés par leur présence</i>	Ituri :57% Sud- Kivu : <b>68,92</b> <sup>26</sup> % (Femmes : 70,94% ; Hommes : 67,92%) Nord <sup>27</sup> Kivu : tbd					Ituri :80% Sud Kivu : 80%	N/A <sup>28</sup>	<i>Rapport d'évaluation de base et finale du projet</i>	<i>L'étude de base est en cours dans le Nord-kivu</i>
	Ind B	<i>Perception communautaire de la sécurité après les opérations de désarmement dans les zones du projet</i>	Ituri :64% Sud-Kivu : <b>47,91</b> % (Pas en sécurité : 32,23%) ; plus ou moins en sécurité : 14,24%) Nord Kivu :tbd					Ituri : 80% Sud Kivu : 70%	N/A	<i>Rapport d'évaluation de base et finale du projet</i>	<i>L'étude de base est en cours dans le Nord-kivu</i>
	Ind C	<i>% d'ex-combattants qui voient un avenir viable pour eux-mêmes et leurs ménages dans la vie civile</i>	Ituri :18% Sud-Kivu : 26,87% Nord Kivu :tbd					Ituri : 70% Sud Kivu : 60%	N/A	<i>Rapport d'évaluation de base et finale du projet</i>	<i>L'étude de base est en cours dans le Nord-kivu</i>

<sup>25</sup> Les cibles seront ajustées sur la base des résultats de l'étude de base dans chaque province (Ituri, Nord-Kivu et Sud-Kivu) et validées par les CCP

<sup>26</sup> Il faut noter que l'analyse a seulement concerné la variable « menace due à la présence des ex-combattants » dans la localité. La variable « intégration » sera analysée à l'étude finale du projet.

<sup>27</sup> La collecte des données de base est en cours au Nord-Kivu

<sup>28</sup> Au stade actuel, il n'est pas possible de déterminer un niveau de réalisation des indicateurs avec la mention (N/A) vue que 1) nous ne disposons encore des valeurs de référence au Nord-Kivu et 2) il est précoce de faire une enquête de perception.

<i>violents, facilitent la réintégration durable des ex-combattants et des personnes vulnérables et promeuvent une culture de paix, réduisant ainsi le risque de mobilisation des groupes armés et contribuent à la pacification des zones affectés par des conflits violents</i>	<i>Ind D</i>	<i>% de la population ayant une perception positive du rôle des femmes dans la consolidation de la paix et la cohésion sociale</i>	Ituri :82% Sud-Kivu : <b>40,29%</b> (Hommes : 40,47% Femmes : 40%)  Nord Kivu :td				Ituri : 90% Sud Kivu : 80%	N/A	<i>Rapport d'évaluation de base et finale du projet</i>	<i>L'étude de base est en cours dans le Nord-kivu</i>
<b>Résultat Spécifique 1 Contribuer à la résolution des conflits et à la cohésion sociale dans les zones ciblées</b>				<b>I</b>	<b>II</b>	<b>III</b>	<b>IV</b>			

<p><i>Objectif spécifique 1 : Contribuer à la résolution des conflits et à la cohésion sociale dans les zones ciblées</i></p>	<p><i>Ind 1.1</i></p>	<p><i>% de personnes enquêtées estimant que les mécanismes créés /renforcés contribuent à améliorer la communication, le partage d'informations et le dialogue entre les différentes composantes de la communauté (communauté d'accueil, ex-combattants, autorités locales)</i></p>	<p>Ituri :0% Sud-Kivu : 0% Nord Kivu :0%</p>					80%	N/A	<p><i>Rapports d'enquêtes de perception périodiques (semestrielles)</i></p> <p><i>Rapport d'évaluation finale du projet</i></p>	<p><i>Les réalisations seront déterminées à l'étude finale car le budget ne permet pas de faire des enquêtes chaque semestre.</i></p>
	<p><i>Ind 1.2</i></p>	<p><i># conflits identifiés et résolus avec satisfaction de toutes les parties au conflit (dans le cadre du projet).</i></p>	<p>Ituri :0 Sud-Kivu : 0 Nord Kivu :0</p>		<p>Ituri : 2 Sud Kivu :1 3 Nord-Kivu : 0</p>			23	65,21%	<p><i>Rapports d'enquêtes de perception périodiques (semestrielles)</i></p> <p><i>Rapport d'évaluation finale du projet</i></p>	<p><i>Ces actions n'ont pas encore démarré au Nord-Kivu.</i></p> <p><i>Les réalisations seront déterminées à l'étude finale car le budget ne permet pas de faire des enquêtes chaque semestre.</i></p>
	<p><i>Ind 1.3</i></p>	<p><i>% de membres de la communauté déclarant collaborer plus régulièrement avec les ex-combattants et les membres d'autres communautés</i></p>	<p>Ituri :40% Sud-Kivu : 40,29% (Femmes : 32,45% ; Hommes : 45,12%)  Nord Kivu : tbd</p>					<p>Ituri : 80% Sud Kivu : 80% Nord-Kivu : TBD</p>	N/A	<p><i>Rapports d'enquêtes de perception périodiques (semestrielles)</i></p> <p><i>Rapport d'évaluation finale du projet</i></p>	<p><i>Les réalisations seront déterminées à l'étude finale car le budget ne permet pas de faire des enquêtes chaque semestre.</i></p>

Produit 1.1 Les capacités des communautés d'accueil et des autorités locales sont améliorées pour répondre aux besoins communautaires en matière de cohésion sociale, la résolution des conflits et la réintégration des ex-combattants et des personnes vulnérables			I	II	III	IV					
<i>Les capacités des communautés d'accueil et des autorités locales sont améliorées pour répondre aux besoins communautaires en matière de cohésion sociale, la résolution des conflits et la</i>	<i>Ind 1.1.1</i>	<i># comité locaux renforcé par le projet et opérationnels à la fin du projet</i>	Ituri :0 Sud-Kivu : 0 Nord Kivu :0		Ituri :5 Sud Kivu : 6 Nord-Kivu : 0			16	68,75%	<i>Rapport d'évaluation finale du projet</i>	<i>Ces activités n'ont pas démarré au Nord-Kivu.</i>
	<i>Ind 1.1.2</i>	<i># de fora et de sessions de dialogues sociales tenues avec succès d'ici la fin du projet.</i>	Ituri : 0 Sud-Kivu : Nord Kivu :		Ituri :2 Sud Kivu :2 Nord-Kivu : 6			18	22,22%	<i>Rapport de suivi trimestriel Rapports/C R de fora et de sessions de dialogue</i>	<i>Ces activités n'ont pas démarré au Nord-Kivu.</i>
	<i>Ind 1.1.3</i>	<i>% personnes formées et qui ont une connaissance accrue sur l'approche du projet (désagrégées par sexe, par catégorie (autorités, membres de la communauté d'accueil) et par thématiques de formations)</i>	Ituri : 0 Sud-Kivu :0% Nord Kivu :0%		Ituri : 33 Sud-Kivu : N/A Nord-Kivu : N/A			80%	N/A	<i>Rapport d'enquêtes de satisfaction</i>	

réintégration des ex-combattants et des personnes vulnérables	<p><b>ACTIVITIES</b></p> <p>L'activité liée au produit 1.1</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Activité 1.1.1 : Renforcer / revitaliser / pérenniser des structures de dialogue communautaire local inclusives et participatives dans les zones de réinsertion.</li> <li>- Activité 1.1.2 : Former/sensibiliser les autorités locales et les chefs coutumiers sur le plan opérationnel national et les plans opérationnels provinciaux du P-DDRCS et sur l'approche du projet, en coordination avec le BCNUDH pour la sensibilisation sur la justice transitionnelle.</li> <li>- Activité 1.1.3 : Renforcer les capacités/sensibiliser les structures locales sur le P-DDRCS, en collaboration avec les CP et les autorités locales, pour mettre en œuvre des dialogues et des forums communautaires réguliers afin d'identifier les lacunes potentielles à la cohésion sociale et/ou obstacles à une réintégration durable et recueillir des suggestions pour des activités de cohésion sociale inter et intra-communautaire.</li> <li>- Activité 1.1.4 : Soutenir les structures communautaires pour mettre en œuvre des activités de cohésion sociale inter et intra-communautaire, intégrant les membres des communautés d'accueil, les ex-combattants et les personnes vulnérables.</li> </ul>										
<b>Produit 1.2 Le plan de communication du projet et du processus DDR est formulé et fonctionnel et des campagnes de sensibilisation communautaires ciblées pour une coexistence pacifique sont mises en œuvre.</b>				<b>I</b>	<b>II</b>	<b>III</b>	<b>IV</b>				
Le plan de communication du projet et du processus DDR est formulé et fonctionnel et des campagnes de	Ind 1.2.1	% des membres des communautés d'accueil qui se sentent correctement informés sur l'approche du projet et la réintégration des ex-combattants. (Désagrégé par sexe)	Ituri : 0% Sud-Kivu : 0% Nord Kivu : 0%				80%	N/A	Rapports d'enquêtes de perception périodiques (trimestrielles ou semestrielles)	Les réalisations seront déterminées à l'étude finale car le budget ne permet pas de faire des enquêtes chaque semestre	
es de	Ind 1.2.2	# de journalistes formés par le projet et qui s'engagent à faire passer et/ou font passer des messages de paix et de	Ituri : 0 Sud-Kivu : 0 Nord Kivu : 0		Ituri : 43		176	75,56%	Rapports de formation, liste de participants, Rapports	Ces activités n'ont pas démarré au Nord-Kivu	

sensibilisation communautaires ciblées pour une coexistence pacifique sont mises en œuvre		cohésion sociales à travers les médias.			Sud Kivu :90 Nord-Kivu : 0					d'enquêtes de perception périodiques (trimestrielles ou semestrielles)	
	Ind 1.2.3	# personnes touchées dans les communautés d'accueil par les messages de paix, de cohésion sociale, de cohabitation pacifique, etc. prônés sur les médias et lors des conférences de presse.	Ituri : 0 Sud-Kivu : 0 Nord Kivu :0		Ituri : 200 Sud Kivu :750 Nord-Kivu : 1 052			50000	4%	Rapport de prestation des médias, CR des conférences	
	Ind 1.2.4	# actions de sensibilisation (émissions radio, conférences de presse, etc.) sur la paix, la cohésion sociale, la cohabitation pacifique, etc. organisées dans le cadre du projet	Ituri : 0 Sud-Kivu :0 Nord Kivu :0		Ituri : 2 Sud Kivu : 9 Nord-Kivu : 6			96	16,66%	Rapport de suivi du projet, Rapport de prestation des médias, CR des conférences	
			<b>ACTIVITIES</b> L'activité liée au produit 1.2 <ul style="list-style-type: none"> <li>- Activité 1.2.1: Développer une stratégie de communication pour le projet, y compris des campagnes de sensibilisation adaptées au niveau local.</li> <li>- Activité 1.2.2 : Soutenir et organiser des conférences de presse trimestrielles pour informer la population de la mise en œuvre du projet et renforcer la transparence.</li> </ul>								



				Nord Kivu :0					<i>de plaidoyer et de sensibilisati on</i>	
<i>Ind 1.3.4</i>	<i># de plan d'engagement en faveur du genre disponibles</i>	<i>Ituri :0 Sud-Kivu :0 Nord Kivu :0</i>		<i>Ituri : 1 Sud Kivu :1 Nord- Kivu : 0</i>			<i>3</i>	<i>66,66%</i>	<i>Rapports d'activités</i>	
<i>Ind 1.3.5:</i>	<i># d'événements de mobilisation communautaire axés sur le genre organisés</i>	<i>Ituri :0 Sud-Kivu : 0 Nord Kivu :0</i>		<i>Ituri :5 Sud Kivu :1 0 Nord- Kivu :0</i>			<i>25</i>	<i>60%</i>	<i>Rapports d'activités</i>	
		<p><b>ACTIVITIES</b></p> <p>L'activité liée au produits 1.3</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Activité 1.3.1 : Sélectionner des leaders féminins communautaires et des champions du genre.</li> <li>- Activité 1.3.2 : Soutenir les leaders des femmes, les champions du genre et les structures féminines locales pour développer un plan d'engagement en faveur du genre avec les messages clés et les priorités des femmes dans la mise en œuvre et le suivi du plan opérationnel provincial et des activités du projet</li> <li>- Activité 1.3.3 : Soutenir des femmes membres des structures à base communautaire dans la mise en œuvre du plan d'engagement en faveur du genre et la conduite d'activités de lobbying et de plaidoyer au niveau provincial</li> <li>- Activité 1.3.4 : Former des femmes et des hommes membres des structures à base communautaire et champions du genre sur la gestion et la transformation pacifique de conflits et la masculinité positive.</li> <li>- Activités 1.3.5 : Appuyer la mise en place d'une plateforme de femme et de masculinité positive pour un mouvement de transformation pacifique de conflit – à travers des Cafés de la Paix.</li> <li>- Activité 1.3.6 : Soutenir des événements de mobilisation communautaire axés sur le genre sur la base des messages et des priorités élaborés dans le cadre du plan local d'engagement en faveur du genre</li> </ul>								

		- Activité 1.3.7 : Réaliser des campagnes de sensibilisation sur l'importance de l'autonomisation économique des femmes et de leur participation aux instances de prises de décision.									
Résultat Spécifique 2 Contribuer à la restauration de l'autorité de l'Etat dans les zones affectées par les conflits, et à l'amélioration de l'environnement sécuritaire (Réinsertion Communautaire)			I	II	III	IV					
Objectif spécifique 2 : Contribuer à la restauration de l'autorité de l'Etat dans les zones affectées par les conflits, et à l'amélioration de l'environnement sécuritaire (Réinsertion Communautaire)	Ind 2.1	% d'augmentation de confiance mutuelle entre les ex-combattants, les autorités locales et les communautés (désagrégé par sexe et par catégories (ex-combattants, communauté et autorité locale)	Ituri :42% Sud-Kivu : 34, 33% ; Membres de la communauté # autorités : 34,58% ; Membres de la communauté # ex-combattants : 16,61%  <b>Nord Kivu : tbd</b>					80%	N/A	Rapport d'évaluation de base et finale du projet	Ces réalisations seront déterminées à la fin du projet
	Ind 2.2	% personnes interrogées qui déclarent avoir confiance aux autorités étatiques dans le cadre de la réinsertion des ex-combattants et la résolution des conflits dans les localités d'intervention du projet.	Ituri :70% Sud-Kivu : <b>51,94%</b> (Femmes : 49,81% Hommes : 53,26%)  Nord Kivu : ?					80%	N/A	Rapport d'évaluation de base et finale du projet	Ces réalisations seront déterminées à la fin du projet
	Ind 2.2 bis	: % personnes interrogées qui déclarent avoir confiance aux autorités étatiques dans la	Ituri : 70% Sud Kivu : <b>54,82%</b>					80%	N/A	Rapport d'évaluation de base et	Ces réalisations seront déterminées à la fin du projet

		<i>résolution des conflits dans les localités d'intervention du projet.</i>	(Femmes : 53,58% Hommes : 55,58%)							finale du projet	
<b>Produit 2.1 Les informations nécessaires à la réinsertion et à la réintégration des ex-combattants dans les zones prioritaires sont disponibles et connus par les acteurs gouvernementaux et les parties prenantes.</b>				I	II	III	IV				
<i>Les informations nécessaires à la réinsertion et à la réintégration des ex-combattants dans les zones prioritaires sont disponibles et connus par les acteurs gouvernementaux et les parties prenantes</i>	<i>Ind 2.1.1</i>	<i># d'études de marche mis en œuvre.</i>	Ituri :0 Sud-Kivu :0 Nord Kivu :0		Ituri :1 Sud-Kivu :1 Nord Kivu :0			3	33.33%	<i>Rapports d'activités du projet, Etudes de marché</i>	
	<i>Ind 2.1.2</i>	<i># ateliers de provinciaux de coordination HDPN tenus dans le cadre du projet (désagrégés par provinces)</i>	Ituri :0 Sud-Kivu :0 Nord Kivu :0		Ituri :0 Sud-Kivu :0 Nord Kivu :0			3	0%	<i>Rapports d'évaluation, CR d'ateliers</i>	<i>Pas encore réalisé en Ituri</i>
			<b>ACTIVITIES</b> L'activité liée au produits 2.1 <ul style="list-style-type: none"> <li>- Activité 2.1.1 : Mettre en place l'indice des solutions durables dans les zones de réinsertion afin de recueillir des données sur les besoins prioritaires (services sociaux de base, résilience socio-économique, réconciliation, justice transitionnelle), les opportunités socio-économiques et les prestataires des services psychosociaux dans les communautés d'accueil selon l'approche triple nexus.</li> </ul>								

prenantes		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Activité 2.1.2 : Organiser des ateliers provinciaux nexus humanitaire, développement et paix (HDPN) afin d'accroître et de coordonner les initiatives des partenaires dans les zones de retour.</li> <li>- Activité 2.1.3 : Conduire une étude de marché approfondie en mettant l'accent sur les chaînes de valeur dans les zones de retour.</li> <li>- Activité 2.1.4 : Développer et mettre à jour régulièrement une stratégie de sensibilité aux conflits pour le processus de réinsertion et de réintégration (en collaboration avec le « Conflict Sensitivity Hub d'International Alert » – voir Annexe F).</li> </ul>								
<b>Produit 2.2 Les ex-combattants sont réinsérés dans leur zone de retour en collaboration et en coordination avec les autorités locales et les structures citoyennes.</b>			I	II	III	IV				
Les ex-combattants sont réinsérés dans leur zone de retour en collaboration et en coordination avec les autorités locales et les structures citoyennes	Ind 2.2.1	# séances de conseil / d'information tenues par le projet à l'endroit des groupes d'ex-combattants et leurs communautés (grâce au projet)	Ituri :0 Sud-Kivu :0 Nord Kivu :0	1	Ituri :1 0 Sud Kivu :9 Nord-Kivu :0		28	64,28%	Rapports d'activités du projet, CR des séances de conseil / d'information tenues	
	Ind 2.2.2	% d'ex-combattants soutenus qui estiment s'être intégrés avec succès dans la vie sociale communautaire de leur zone de retour.	Ituri :0% Sud-Kivu : 0% Nord Kivu :0%				70%	N/A	Rapport d'évaluation finale du projet	
	Ind 2.2.3	# bénéficiaires formées et soutenues pour la réalisation de sessions d'éducation à l'acceptation des ex-combattants.	Ituri :0 Sud-Kivu :0 Nord Kivu :0		Ituri :3 2 Sud Kivu :2 0		1139	4,56%	Rapports de formations, liste de participants, rapports d'activités des	

					Nord-Kivu : 0					structures soutenues.	
Ind 2.2.4	# d'activités d'éducation civique et de soutien psychosocial pour les ex-combattants réalisées dans le cadre du projet.	Ituri :0 Sud-Kivu : 0 Nord Kivu :0			Ituri :0 Sud Kivu : 70 Nord Kivu :0			42	11,90%	Rapports d'activités	
		<b>ACTIVITIES</b> L'activité liée au produits 2.2 <ul style="list-style-type: none"> <li>- Activité 2.2.1 : Organiser des séances de conseil / d'information de groupe pour les ex-combattants sur le processus de réinsertion, les conditions et modalités de leur soutien et les mécanismes de Justice transitionnelle (en coordination avec le BCNUDH)</li> <li>- Activité 2.2.2 : Réaliser des sessions psychosociales et d'éducation à l'acceptation des ex combattants dans les communautés d'accueilles</li> <li>- Activité 2.2.3 : Mettre en œuvre des activités d'éducation civique et de soutien psychosocial pour les ex-combattants 1 jour par semaine.</li> <li>- Activité 2.2.4 : Soutien logistique aux comités communautaires et / ou aux structures citoyennes pour soutenir le processus de réinsertion</li> </ul>									
<b>Produit 2.3 La résilience socio-économique des communautés et l'accès aux services sociaux de base sont améliorés à travers la réhabilitation d'infrastructures communautaires prioritaires.</b>				<b>I</b>	<b>II</b>	<b>III</b>	<b>IV</b>				
La résilience socio-économique des communautés et	Ind 2.3.1	# de jours d'emploi créés au profit des ex-combattants et les membres de leurs familles à travers les activités HIMO (désagrégés par sexe et par catégories (ex-	Ituri :0 Sud-Kivu : 0 Nord Kivu : 0		Ituri : 97706 Sud Kivu :3 5092			Ituri :98000 Sud Kivu : 75000 Nord-Kivu : 0	N/A	Rapports d'activités HIMO, liste de présents aux activités HIMO	Ces activités n'ont pas encore démarré pour le Nord-Kivu

l'accès aux services sociaux de base sont améliorés à travers la réhabilitation d'infrastructures communautaires prioritaires		combattants/membres de la communauté).			Nord-Kivu : 0						
	Ind 2.3.2	Valeur monétaire des sommes distribuées aux participants aux activités HIMO (désagrégés par sexe et par catégories (ex-combattants/membres de la communauté))	Ituri :0 Sud-Kivu :0 Nord Kivu :0		Ituri : 483175 \$ Sud Kivu : 188669 \$ Nord-Kivu :0			Ituri :490000 USD Sud Kivu :375000\$ Nord-Kivu :?	N/A	Rapports d'activités HIMO, liste de présents aux activités HIMO, état de prise en charge des participants aux activités HIMO	Ces activités n'ont pas encore démarré pour le Nord-Kivu
	Ind 2.3.3	# de personnes sélectionnées participants aux activités HIMO (désagrégés par sexe et par catégories (ex-combattants/membres de la communauté)).	Ituri :0 Sud-Kivu :0 Nord Kivu :0		Ituri :2000 Sud Kivu 609 Nord-Kivu :			Ituri :2000 Sud-Kivu :0 Nord Kivu :0	N/A	Rapports d'activités HIMO, liste de présents aux activités HIMO	Ces activités n'ont pas encore démarré pour le Nord-Kivu
	Ind 2.3.4	# d'infrastructures communautaires réalisées/réhabilitées avec la participation et à la satisfaction de toutes les parties prenantes.	Ituri :0 Sud-Kivu : 0 Nord Kivu :0		Ituri :9 Sud Kivu :1 Nord-Kivu :			Ituri :9 Sud-Kivu : Nord Kivu :	N/A	Rapports d'activités du projet, PV de réception des infrastructures	Ces activités n'ont pas encore démarré pour le Nord-Kivu

										<i>réalisées/ réhabilitées</i>	
<i>Ind 2.3.5</i>	<i># de missions de suivi des travaux HIMO mises en œuvre</i>	Ituri :0 Sud-Kivu :0 Nord Kivu :0		Ituri :2 1 Sud Kivu :4 Nord- Kivu : ?			Ituri :3 Sud Kivu :5 Nord- Kivu, ?			<i>N/A</i>	<i>Ces activités n'ont pas encore démarré pour le Nord-Kivu</i>
<i>Ind 2.3.6</i>	<i>:# de comités d'entretien et de maintenance des infrastructures mises en place</i>	Ituri :0 Sud-Kivu : 0 Nord Kivu :0		Ituri :3 Sud- Kivu :0 Nord Kivu :			Ituri :9 Sud-Kivu : Nord Kivu :			<i>N/A</i>	<i>Ces activités n'ont pas encore démarré pour le Nord-Kivu</i>
<i>Ind 2.3.7</i>	<i>:# de bénéficiaires regroupés en groupements associatifs, coopératives ou en AGR</i>	Ituri :0 Sud-Kivu : 0 Nord Kivu :0		Ituri : 2000 Sud Kivu : 380 Nord Kivu ?			Ituri :2000 Sud Kivu :280 Nord- Kivu : ?		<i>N/A</i>	<i>Rapports d'activités</i>	<i>Ces activités n'ont pas encore démarré pour le Nord-Kivu</i>
		<p><b>ACTIVITIES</b></p> <p>L'activité liée au produits 2.3</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Activité 2.3.1 : Organiser un atelier pour sélectionner / valider les infrastructures à réhabiliter et les critères de sélection des bénéficiaires communautaires HIMO</li> <li>- Activité 2.3.2 : Soutenir la sélection des bénéficiaires communautaires HIMO</li> <li>- Activité 2.3.3 : Mettre en œuvre des projets HIMO</li> <li>- Activité 2.3.4 : Assurer le paiement des bénéficiaires de l'HIMO, tout en conservant 30% du salaire pour la phase de réintégration.</li> </ul>									

		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Activité 2.3.5 : Réaliser des missions de suivi des travaux HIMO avec les points focaux de suivi tels que définis et désignés par les comités de coordination provinciaux.</li> <li>- Activité 2.3.6 : Mettre en place et former des comités d'entretien et de maintenance des infrastructures réhabilitées</li> <li>- Activité 2.3.7 : Sensibiliser les communautés sur la gestion, l'entretien et la maintenance des infrastructures</li> <li>- Activité 2.3.8 : Appuyer le processus de création des groupements associatifs, la formulation des microprojets AGRs individuels et collectifs</li> </ul>
--	--	---

\*\* Veuillez choisir entre deux types d'indicateurs : Indicateur standard = sont les indicateurs recommandés par ISSSS vous les trouvez dans le cadre logique du pilier.  
Indicateur du projet = sont les indicateurs crée par votre projet.

PDDRCs Projets Pilotes - Indicator Tracker RECAP													
Resultat	Produit	Indicateur							Total	Cible	Niveau de réalisation	Ventilation des	Commentaire
			Jul-23	Août-23	Sep-23	Oct-23	Nov-23	Déc-23					
RESULTAT 1 : Contribuer à la résolution des conflits et à la cohésion sociale dans les zones ciblées	Produit 1.1 : Les capacités des communautés d'accueil et des autorités locales sont améliorées pour répondre aux besoins communautaires en matière de cohésion sociale, la résolution des conflits et la réintégration des ex-combattants et des personnes vulnérables.	# comités locaux renforcés par le projet et opérationnels	0	0	5	0	4	2	11	7	157%	5 en Ituri et 6 au Sud Kivu	
		# de fora et de sessions de dialogues sociales tenues avec succès	0	0	2	6	4	2	14	12	117%	Baboa-Bokoe(axe	
		# conflits identifiés et résolus avec satisfaction de toutes les parties au conflit.	0	0	2	0	8	5	15	20	75%	Baboa-Bokoe, Babelebe	Toute fois deux autres
	Produit 1.2 : Le plan de communication du projet et du processus DDR est formulé et fonctionnel	# plans de communication validés	0	0	0	1	0	1	2	2	100%	Le plan de communication	Le plan de communication
		# de journalistes formés par le projet et qui s'engagent à faire passer et/ou font passer des messages de paix et de cohésion sociale à travers les médias.	0	0	60	30	43	0	133	60	222%	will be provided asap	
		# actions de sensibilisation (émissions radio, conférences de presse, etc.) sur la paix, la cohésion sociale, la cohabitation pacifique, etc. organisées dans le cadre du projet	0	0	4	4	0	2	10	44	23%		Formation des journalistes à
	Produit 1.3 : Le processus de réintégration des ex-combattants et des personnes vulnérables est sensible au genre et les leaders et les organisations féminines ont la capacité d'agir comme agents de changement social	# de femmes leaders d'organisations à base communautaire sélectionnées et formées sur le lobbying, le plaidoyer et la gestion et transformation pacifique de	0	0	20	60	81	0	161	160	101%		
		# de plan d'engagement en faveur du genre disponibles	0	0	0	0	0	2	2	2	100%	1 plan d'engagement	
		# d'activités de lobbying et de plaidoyers conduites par les femmes leaders ayant bénéficié du renforcement de leurs capacités dans le cadre du projet	0	0	0	0	5	0	5	9	56%		
		# de personnes ayant participé aux activités de lobbying, de plaidoyer et de sensibilisation	0	0	0	0	101	0	101	122	83%		
RESULTAT 2 : Contribuer à la restauration de l'autorité de l'Etat dans les zones affectées par les conflits, et à l'amélioration de l'environnement sécuritaire (Réinsertion Communautaire)	Produit 2.1 : Les informations nécessaires à la réinsertion et à la réintégration des ex-combattants dans les zones prioritaires sont disponibles et connus par les acteurs	# ateliers de provinciaux de coordination HDPN tenus dans le cadre du projet	0	0	0	0	0	0	0	2	0%		
		# d'études de marché disponibles dans les zones prioritaires	0	0	0	0	0	2	2	2	100%		
	Produit 2.2 : Les ex-combattants sont réinsérés dans leur zone de retour en collaboration et en coordination avec les autorités locales et les structures citoyennes	# de séances de conseil / d'information tenues par le projet	1	0	4	4	3	7	19	12	158%	Ituri : 2150 personnes	
		# d'activités d'éducation civique et de soutien psychosocial pour les ex-combattants réalisées	0	0	0	0	30	40	70	25	280%		
		# bénéficiaires formées et soutenues pour la réalisation de sessions d'éducation à l'acceptation des ex-combattants	0	0	0	0	20	40	60	62	97%		
	Produit 2.3 : La résilience socio-économique des communautés et l'accès aux services sociaux de base sont améliorés à travers la réhabilitation d'infrastructures communautaires prioritaires	# de missions de suivi des travaux HIMO mises en oeuvre	0	0	3	5	12	5	25	8	313%	6 en Ituri; 3 au Sud Kivu	
		# de comités d'entretien et de maintenance des infrastructures mises en place	0	0	0	0	3	0	3	11	27%		
		valeur monétaire des sommes distribuées aux participants aux activités HIMO (désagrégés par sexe et par catégories (ex-combattants/membres de la	0	0	28718	232495	109740	300891	\$ 671,844.00	865000	78%		La cible comprend les
		# de jours d'emploi créés au profit des ex-combattants et les membres de leurs familles à travers les activités HIMO (désagrégés par sexe et par catégories (ex-	0	3804	43206	44148	40050	1590	132,798	173000	77%		La cible comprend les
		# de bénéficiaires regroupés en groupements associatifs, coopératives ou en AGR	2000	0	0	0	0	380	2,380	3000	79%		



## FINANCIAL PROGRESS REPORT

(Amounts in US dollars)

**Project Title:** *Pilot Initiatives to Support the National Program for Disarmament, Demobilization, Community Recovery and Stabilization (PDDRCS) in the reinsertion of excombatants in the priority areas of Ituri, North Kivu and South Kivu in the eastern Democratic Republic of Congo*

**IOM Reference (PRISM Project Code):** FC.0221

**Donor Reference/Atlas No. (if applicable):**

**Project Duration:** 15 March 2023 - 14 June 2024

	As Adjusted Previous Periods (Based on New Harmonized Reporting Categories)	Current Period	Total
	A 15-Mar-2023 30-Jun-2023	(B) 1-Jul-2023 31-Dec-23	C= (A+B)
<b>Income</b>			
Contributions			
UN Peacebuilding Fund - MPTF	(6,000,000.00)		(6,000,000.00)
<b>Total Income</b>	<b>(6,000,000.00)</b>	<b>-</b>	<b>(6,000,000.00)</b>
<b>Expenditure</b>			
<b>New Harmonized Reporting Categories</b>			
Staff and other personnel costs	137,077.63	560,744.54	697,822.17
Supplies, Commodities, Materials	13,456.00	437,667.51	451,123.51
Equipment, Vehicles and Furniture	12,652.00	15,914.29	28,566.29
Contractual Services	36,827.80	444,083.16	480,910.96
Travel	112,438.39	83,989.00	196,427.39
Transfers and Grants Counterparts	180.60	159,619.66	159,800.26
General Operating and Other Direct Costs	8,380.60	75,948.03	84,328.63
<b>Total programme costs</b>	<b>321,013.02</b>	<b>1,777,966.19</b>	<b>2,098,979.21</b>
Indirect Support Costs	22,470.91	124,457.63	146,928.54
<b>Total Expenditure</b>	<b>343,483.93</b>	<b>1,902,423.82</b>	<b>2,245,907.75</b>
<b>Balance</b>	<b>(5,656,516.07)</b>	<b>1,902,423.82</b>	<b>(3,754,092.25)</b>

**Instruction:**

**(1) For Column A - Previous Periods**

Include cumulative balance of figures reported from previous periods or years

**(2) For Column B - Current Period**

Include figures to be reported for the current reporting period or year

- For Revenue part, please fill in based on ZCJ13.

- The complete New Harmonized Reporting Categories were as follows:

Line #	Line description	Definition of figure to be reflected
1	Staff and other personnel costs	560,744.54
2	Supplies, Commodities, Materials	437,667.51
3	Equipment, Vehicles and Furniture including Depreciation	15,914.29
4	Contractual Services	444,083.16
5	Travel	83,989.00
6	Transfers and Grants Counterparts	159,619.66
7	General Operating and Other Direct Costs	75,948.03
8	Indirect Support Costs	124,457.63
9	Total Received Funds (this project)	(6,000,000.00)
10	Agency Earned Interest Income	if any
11	Refunds (end project)	if any

**Endorsed by IOM**  
**Panama Financial Services**  
Endorsement number: HQ24.029A.YA.0102